

Des Vices du Consentement en Droit Anglais

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 27 mai 1922 à 3 heures et demie

PAR

Cyrille RIVIÈRE

Président : M. LÉVY-ULLMANN, professeur

Suffragants { MM. DEMOGUE
HÉMARD } *professeurs.*

PARIS (V^e)

MARCEL GIARD, Libraire-Éditeur

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1922

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Des Vices du Consentement en Droit Anglais

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 27 mai 1922 à 3 heures et demie

PAR

Cyrille RIVIÈRE



Président : M. LÉVY-ULLMANN, professeur

Suffragants { MM. DEMOGUE
HÉMARD } *professeurs.*

PARIS (Ve)

MARCEL GIARD, Libraire-Éditeur

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1922

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

Principales abréviations

- App. bas = Appeal Cases.
C. P. D. = Common Pleas Division.
Ch. D. = Chancery Division.
Eq. = Equity = Cour de Chancellerie au 1^{er} degré
Ex. D. = Exchequer Division.
H. L. = House of Lords.
K. B. D. = King's Bench Division.
L. J. = *Law journal*.
L. R. = *Law Reports*.
Q. B. D. = Queen's Bench Division.
23, *L. J. Ex.* 36, = Tome 23 du *Law journal*, Echiquier, p. 36
-

Bibliographie

des ouvrages consultés et le plus fréquemment cités dans
les éditions figurant à la bibliothèque de la Faculté de Droit.

Anson (Sir Will R.). — *Principles of the English law of contract and of Agency in its relation to contract*, 15^e édition 1920.

Blackstone. — *Commentaries on the laws of England* (En abrégé : Blackstone, Commentaries).

Carter. — *Elements of the Law of contract*.

Jenks Edward. — *A Digest of English civil Law*.

— *A short history of English Law*.

Keener (William A.). — *A selection of cases on the law of contracts*, 2^e édition 1917.

Pollock (Sir Frederick). — *Essays in Jurisprudence and Ethics*, 1882.

— *The Law of Torts*, 8^e édition 1908¹.

— *Principle of contracts*, 7^e édition 1902

Stevens. — *Mercantile Law*.

1. Une 9^e édition est parue en 1921.

Introduction

L'Angleterre est au xx^e siècle une des rares nations civilisées où l'œuvre d'une codification *officielle* ne soit pas encore accomplie¹. Elle est toujours régie par une coutume jurisprudentielle, « *judgemade law* », modifiée sur des points isolés par des actes législatifs que l'on désigne collectivement sous le nom de « *statute-Law* » et qui comprennent toutes les lois votées par le Parlement du Royaume : lois inflexibles, d'ailleurs, devant lesquelles les juges ne peuvent que s'incliner, et dont l'autorité est indiquée assez plaisamment par

1. Une telle situation tient à un certain nombre de raisons dont il ne nous paraît pas utile de reprendre ici l'examen. Il n'est cependant pas hors de propos de signaler sommairement, entr'autres causes, le traditionalisme bien connu des Anglais et leur peu de goût pour les idées générales, le véritable culte qu'ils ont pour les faits et leur défiance instinctive de la systématisation. Cependant, la codification semble réunir aujourd'hui plus de partisans. Ses avantages sont longuement énumérés dans une note de M. Chalmers au *B. L. C.*, 1895, p. 292 et s. Il convient en outre de mentionner spécialement le « *Digest of English Civil Law* » dû à la collaboration de cinq jurisconsultes, à la tête desquels se place l'éminent Directeur de la Law Society, Sir Edward Jenks. Ce *Digest* constitue, en onze fascicules comprenant 2223 articles, une véritable codification *officielle* du Droit Anglais.

Sur tous ces points, et notamment sur les traits caractéristiques du Droit anglais que nous ne faisons qu'ébaucher, nous avons pris pour base les cours de Doctorat de M. Lévy-Ullmann : Les notions fondamentales du Droit Civil anglais, le Droit des Obligations, année 1919-20.

la formule : « le Parlement peut tout, sauf changer un homme en femme ». Mais en dépit de ces lois, auxquelles ont abouti des tentatives privées de codification, la coutume reste la base fondamentale du Droit Anglais et c'est par les juges, dans les diverses Cours de Justice, qu'elle a été validée. L'Angleterre a toujours vécu, en effet, sous la direction judiciaire de ses magistrats : ce sont les juges anglais, les trois Cours de Commonlaw siégeant à Westminster¹, et, à côté, la Cour de Chancellerie, qui, depuis la formation de la nationalité anglaise, c'est à-dire depuis sept siècles, ont fait le Droit de l'Angleterre, et lui ont donné ce caractère essentiellement jurisprudentiel.

Le Droit Anglais se présente en outre sous un aspect historique très nettement marqué. Il puise ses racines dans les âges les plus reculés et une règle juridique a d'autant plus d'autorité qu'elle est plus voisine d'une source ancienne. L'Angleterre est le pays du duel judiciaire et n'est-ce pas à lui qu'avait recours, naguère encore, suivant les rites de Guillaume le Conquérant, un demandeur incapable de faire en justice la preuve du bien-fondé de sa prétention?

En somme, le Droit Anglais est, suivant l'expression d'un de ses plus éminents interprètes, Sir Frederick Pollock, une « législation spontanée », (*spontaneous legislation*). C'est le type du Droit à formation historique presque pure, considéré d'ailleurs par de grands

1. King's Bench, Commonpleas, Exchequer.

juristes comme bien préférable au Droit à formation rationnelle.

Ce caractère du Droit Anglais explique les qualités et les défauts des ouvrages juridiques anglais, remplis de faits et de détails précis, mais composés d'après un plan peu rationnel qui ne les rend accessibles qu'à un petit nombre de lecteurs. Il y a sans doute là une des raisons pour lesquelles le Droit Anglais est encore relativement peu connu en France et c'est dans ce fait que nous semble résider la justification parfaite de l'étude que nous entreprenons. Si nous avons fixé sur elle notre attention et notre choix, c'est que, dans son ensemble, elle nous paraît de nature à mettre en relief les traits caractéristiques du Droit Anglais, et qu'elle présente, dans le détail, des solutions parfois curieuses, toujours intéressantes.

Pour être valable juridiquement, le contrat anglais exige la réunion de certains éléments essentiels : la communication distincte faite par les parties contractantes de leurs intentions respectives, autrement dit l'offre et l'acceptation ; — la présence d'une certaine « *evidence* », exigée par la loi, c'est-à-dire d'une sorte de manifestation concrète de l'intention des parties d'affecter leurs relations légales ; cette « *evidence* », c'est la forme ou la « considération » ; — la capacité des parties au contrat ; — enfin la légalité de l'objet du contrat.

Tels sont ce que Pollock¹ appelle les éléments de validité purement « objectifs » d'une convention juridique. Mais il y a en outre une catégorie de conditions que, par opposition aux précédentes, on peut appeler « subjectives » et qui sont nécessaires à la formation de tout contrat : ce sont celles qui ont trait à la validité du consentement exprimé dans l'offre et l'acceptation. Ce consentement doit réunir certaines qualités d'intelligence et de liberté en l'absence desquelles on le considère comme *vicié*.

En d'autres termes, et pour poser, au seuil même de cette étude, la question à laquelle nous allons essayer de répondre :

Etant donné un contrat, possédant ses éléments de validité, c'est-à-dire l'élément de forme ou de considération, conclu par des parties capables de s'engager, le consentement des deux parties ou de l'une d'elles peut-il avoir été donné dans des circonstances telles qu'il ne reflète pas ou n'exprime pas la volonté du contractant?

Il peut en être ainsi, nous dit Anson², pour l'une des raisons suivantes :

1^o L'une des parties, par exemple, peut avoir voulu faire un acte, et l'autre un acte différent. Il n'y a pas de contrat parce que les volontés ne se sont pas rencontrées ; aucun accord, dans ce cas, ne s'est formé ; c'est l'*erreur*.

1. Pollock, *Principle of Contracts*, p. 418.

2. Anson, *Principles of the English law of Contract*, p. 199 s.

2° L'une des parties contractantes peut avoir été induite en erreur sur l'objet du contrat par suite de déclarations inexactes faites par l'autre partie, mais sans intention de tromper : ce sont les *déclarations inexactes faites de bonne foi*.

3° Ces déclarations peuvent avoir été faites par l'un des contractants, en toute connaissance de leur fausseté : ce sont les *déclarations inexactes faites de mauvaise foi*, la « fraude ».

4° Le consentement donné par l'une des parties peut avoir été obtenu par l'autre au moyen de contrainte ou de menaces personnelles : c'est la *violence*.

5° Enfin des circonstances exceptionnelles peuvent mettre une personne dans l'incapacité morale de résister à la volonté d'une autre personne et l'amener à donner son accord à un acte qu'elle n'aurait pas accepté, si elle avait agi en toute indépendance d'esprit : c'est l'*influence indue*, l'abus d'influence.

Tels sont, définis à grandes traits, les cinq vices du consentement que reconnaît la doctrine anglaise.

Exposant cette question d'après les ouvrages anglais nous avons voulu autant que possible conserver dans notre travail la physionomie originale du Droit Anglais. Cette considération explique le grand nombre d'espèces, de « *cases* » que l'on trouvera indiquées et développées dans le texte même et la place relativement restreinte que nous avons faite aux généralisations.

Après avoir demandé aux auteurs anglais les renseignements qui constituent la base de ce travail, nous passerons à l'examen détaillé de chacun des vices du consentement que nous venons d'énumérer et exposerons les solutions très originales que, conformément à sa méthode habituelle, l'Angleterre a adoptées.

Enfin, dans le bref parallèle que nous serons amenés à établir entre le contrat anglais et le contrat français, nous mettrons en évidence leur caractère distinctif, de manière que cette étude puisse servir de thème pour des comparaisons et des réflexions et contribuer à élargir le champ déjà si vaste et si fertile que le Droit Comparé offre aujourd'hui aux investigations du juriste¹.

1. Bien que cette étude ne vise que le Droit purement anglais, il nous a paru intéressant de mentionner brièvement, mais tout spécialement, certains Droits particuliers qui s'expriment en langue anglaise, mais qui reposent sur une base qui n'est pas exclusivement du Droit anglais. On les trouvera groupés à l'Appendice.

CHAPITRE PREMIER

De l'erreur

Les auteurs anglais prennent soin de mettre en garde leurs lecteurs contre les difficultés et les confusions auxquelles cette matière a maintes fois donné lieu¹. Pour simplifier le sujet, il convient, disent-ils, de bannir les cas qui paraissent, à première vue, se rattacher à l'erreur, mais qui sont complètement étrangers à ce vice du consentement, en tant que celui-ci affecte la validité d'un contrat.

Il en est ainsi, tout d'abord, des erreurs d'expression. Au fond, les parties sont d'accord, mais les termes qu'elles ont employés n'expriment pas leur intention véritable. En pareil cas, elles auront la faculté de s'expliquer et c'est aux tribunaux qu'il appartiendra de corriger leur erreur. Mais les erreurs de ce genre sont du domaine de l'interprétation et non de la formation du contrat.

Il convient d'éliminer également tous les cas où des moyens de coercition ont été employés par une

1. Pollock, *op. cit.*, p. 420.

Anson, *op. cit.*, p. 200 et 5.

partie vis-à-vis de l'autre, et où le consentement a été obtenu soit par la violence, soit par des menaces, soit enfin par des déclarations inexactes, faites de bonne ou de mauvaise foi. Ce sont là des vices distincts de l'erreur.

Il faut encore laisser en dehors du champ d'application de l'erreur tous les cas où les engagements assumés de part et d'autre ne sont pas remplis au gré des contractants et où l'une des parties au contrat se trouve déçue par l'exécution de ce contrat. La remarque vaut la peine d'être faite, car Anson avoue lui-même que les auteurs les plus avertis ont tendance à confondre l'erreur et ce qu'il appelle le « *failure of consideration* », c'est-à-dire le défaut de considération. « Si un homme, dit-il, prétend qu'un contrat où il a été partie n'a pas été exécuté comme il entendait qu'il le fût, la question ne se pose pas de savoir s'il a fait un contrat, (car n'est-il pas évident qu'il l'a fait ?), mais si les termes du contrat justifient sa prétention¹ ». Un homme qui sait avec qui il traite et la nature du contrat qu'il désire faire ne pourra soulever aucune objection si les termes du contrat n'obligent pas l'autre partie à exécuter la convention, et le dupé n'aura à s'en prendre qu'à lui de n'avoir pas été perspicace. Il peut arriver que les termes d'un contrat ne reflètent pas la pensée du contractant ; mais l'impuissance de ce dernier à formuler clairement

1. Anson, op. cit., p. 220.

son intention n'est pas l'erreur. En décider autrement serait « mettre le contrat au niveau d'un^e « vulgaire traite » tirée sur l'intention des parties et faire de l'erreur la base de toute rupture de contrat ».

Quels sont donc les cas où l'erreur est de nature à affecter la validité d'un contrat ?

Ce sont, nous dit Anson, les rares exceptions à une règle presque universelle, à savoir qu'un homme est obligé par une convention dans laquelle il a exprimé sa volonté libre et éclairée, cette volonté ayant été honnêtement obtenue, c'est-à-dire n'ayant été influencée par aucune déclaration mensongère ni dictée par la violence ou la contrainte.

Dans tous les cas où l'erreur est susceptible de vicier un contrat, elle est provoquée soit par le fait d'une tierce personne, soit par la malhonnêteté de l'une des parties, les cas d'erreur bilatérale étant en somme l'exception.

[L'erreur peut donc se présenter sous trois aspects différents. La fraude ou la négligence d'un tiers peut la déterminer, en amenant l'une des parties à conclure un acte auquel elle désirait rester étrangère, ou à s'engager vis-à-vis d'une personne qu'elle ne connaissait pas, ou avec laquelle elle ne désirait pas entrer en relations. L'erreur résulte encore de la malhonnêteté d'une partie qui se présente sous une fausse identité ou qui attache aux termes de son accord un sens dif-

férent de celui que lui prête l'autre partie. Il y a enfin des cas d'erreur bilatérale : ce sont ceux où la chose qui fait l'objet du contrat a cessé d'exister. Ce sont encore les cas où les parties se trompent mutuellement sur leur propre identité ou sur celle de l'objet du contrat.

Les Recueils de Jurisprudence permettent d'illustrer brièvement ces trois formes d'erreur.

I. ERREUR SUR LA NATURE DU CONTRAT.

Une erreur de ce genre ne peut résulter que de la tromperie ou de la négligence d'un tiers.

Les Tribunaux ne permettraient pas que, sous prétexte que l'une des parties n'a pas prêté toute l'attention désirable aux termes employés soit par elle, soit par son cocontractant, ou qu'elle n'a pas lu l'acte qui l'engageait, ou encore qu'elle a été mal renseignée sur son contenu, elle pût éluder les engagements qu'elle a assumés. Nous empruntons à Anson l'exemple théorique suivant : Une personne jette à la poste une lettre contenant une offre ou une acceptation. Puis elle allègue qu'elle avait changé d'avis après avoir écrit la lettre et que c'est par négligence qu'elle l'a mise à la poste. En cas pareil, elle ne serait pas déliée de son obligation.

Les seuls cas d'erreur fournis par les Recueils de Jurisprudence sont ceux où, par la fraude d'un tiers, le déclarant a été trompé sur la nature du contrat

qu'il a conclu et où l'autre partie a été amenée à croire que son cocontractant avait l'intention de s'engager, alors que telle n'était pas sa volonté. Dans l'*Affaire Thoroughgood*¹, un illettré exécuta un « deed² » qui lui était représenté comme lui faisant remise d'arrérages de rentes; en réalité, c'était une remise de tous ses droits. On ne lui fit point la lecture de l'acte, mais lorsqu'on lui dit qu'il s'agissait d'arrérages, il se borna à déclarer : « If it be no otherwise, I'm content ». (S'il n'en est pas autrement, c'est parfait). Il exécuta le deed³. Mais il fut jugé que celui-ci était nul. Il en résulte que si l'on fait à un illettré une fausse lecture d'un deed, que cet illettré y appose ensuite son sceau, et qu'il délivre le parchemin, on ne peut cependant pas considérer que ce deed est son acte. Cette doctrine fut reprise par Sheppard dans *Touchstone*, et un jugement de la Cour des Common Pleas, dans l'affaire *Foster contre Mackinnon*⁴, vint définitivement la confirmer :

Mackinnon, défendeur au procès, homme assez âgé et à la vue très affaiblie, fut amené à apposer sa

1. 1584 2 Co. Rep. 9.

2. Le *Deed* est le contrat solennel anglais. C'est un écrit scellé et délivré par les parties.

3. Exécuter un *deed*, c'est accomplir la double formalité du sceau et de la délivrance, le sceau est la marque caractéristique du deed anglais, mais ce n'est qu'une formalité. Il est remplacé par un pain à cacheter qui traverse le papier et sur lequel on appose le doigt. Quant à la délivrance, elle s'accompagne en général de la formule suivante : « Je délivre ceci comme étant mon acte ». Il faut qu'il y ait délivrance matérielle du deed et intention de le délivrer.

4. 1869 L. R. 4 C. P. 704, 711.

signature au dos d'une lettre de change de 3.000 livres, sur l'affirmation de l'acceptant qui lui dit que c'était un cautionnement ordinaire (*a guarantee*). La traite fut escomptée par un tiers de bonne foi et remise à Foster, qui, étant impayé à l'échéance, intenta une action contre Mackinnon. Le jury, consulté sur l'affaire, estima qu'en fait aucune négligence ne pouvait être relevée à la charge de Mackinnon, et donna gain de cause à ce dernier, bien que Foster, tiers porteur de bonne foi, fût innocent de toute fraude.

En d'autres termes, la Cour jugea que la signature n'obligeait pas le signataire, et fonda sa décision sur le principe ci-dessus énoncé, à savoir qu'un illettré n'est pas lié par la signature qu'il a apposée sur un document ou sur un acte dont la nature lui a été entièrement dissimulée. « Une signature obtenue dans ces conditions, dit le juge Byles, est inopérante non seulement à cause de la fraude, dans les cas où celle-ci se présente, mais encore pour cette raison que l'esprit du signataire n'a pas accompagné la signature; autrement dit, par ce fait qu'il n'a jamais eu l'intention de signer, et par suite, aux yeux de la loi, n'a jamais signé, le contrat auquel il a apposé son nom¹;

1. Anson fait remarquer que la même règle, basée sur les mêmes motifs, est édictée dans un rescrit de Dioclétien et de Maximien : « Si falsum instrumentum emptionis conscriptum tibi, velut locationis quam fieri mandaveras, subscribere te non relecto sed fidem habentem suavit, neutrum contractum, in utroque alterutris consensu deficiente, constitisse procul dubio est ». Code, 4. 22, Plus valere, 5.

Un motif identique a inspiré la décision rendue dans l'*Affaire Lewis contre Clay*¹.

Au moment où il atteignait sa majorité, Clay fut incité par Lord William Newill à signer son nom en marge d'un document qui lui fut représenté comme un *deed* concernant des affaires privées. Newill prit la précaution de lui dire qu'il n'intervenait que comme témoin et, au moyen d'un papier-buvard, eut l'habileté de ne lui laisser que l'espace de la signature. Or il se trouva que ce que Lord Newill avait fait signer au jeune homme, ce n'était pas un *deed* portant sur des affaires de famille, mais des billets à ordre. Et la signature de Clay le rendait codébiteur des effets. Le juge Russell déclara que du moment qu'il avait signé un *deed* en qualité de témoin et non un billet à ordre en qualité de coobligé, il n'avait jamais, en réalité, signé la transaction en question.

Sous le bénéfice des deux espèces ci-dessus analysées nous pouvons dégager aisément le principe qui les a inspirées :

Toutes deux ont des traits communs. Dans les deux cas, la fraude d'un tiers, en dissimulant à l'une des parties la véritable nature du contrat, amène deux personnes à contracter. Dans l'une et l'autre affaire, le document litigieux est un effet négociable. La décision rendue par le jury est la même dans les deux espèces. Mais nos « cases » ont bien soin d'indi-

1. 1898, 2. L. J. — Q. B. 224.

quer qu'il n'y a aucune négligence de la part de l'obligé.

Cependant, dans une affaire plus récente, *Carlisle et Cumperland Banking Co contre Bragg*¹, la question a été discutée à la Cour d'Appel d'Angleterre qui a donné la même solution dans une hypothèse où la négligence avait été prouvée. Il est vrai que les faits différaient à un point de vue : le document signé par Bragg était un cautionnement ordinaire sur lequel les demandeurs avancèrent une somme d'argent, et le jury estima qu'en ne découvrant pas la fraude qui l'entraîna à signer, Bragg fit preuve d'une négligence coupable².

Que décider en ce qui concerne les contrats conclus par un fou ou par une personne en état d'ivresse? Le défaut de raison chez le déclarant est-il de nature à vicier le consentement et à entraîner la nullité de la convention? Il semblerait, d'après le principe admis par la Cour des Common Pleas dans l'Affaire Foster contre Mackinnon, qu'il dût en être ainsi : De fait, il a été jugé par Lord Ellenborough³ qu'« une convention signée par une personne en état complet d'ivresse est nulle, car cette personne ne peut exprimer une volonté libre et éclairée ». Cependant, il est de règle

1. 1911 K. B. 489.

2. Cette décision a été sévèrement critiquée par Anson lui-même dans un article paru dans la *Law Quarterly Review* 28 L. Q. R. 190.

3. Pitt v. Smith 184 3 Camp. 33.

constante, à l'heure actuelle, qu'une convention faite par un fou ou un homme ivre, connu comme tel par l'autre partie, n'est pas par elle-même une convention nulle, mais une convention annulable qui pourra être ratifiée, aussitôt que le fou ou l'homme ivre aura recouvré sa raison. Pollock estime que c'est là une règle très raisonnable. N'est-il pas juste en effet qu'une personne qui s'engage avec un homme ivre ou un fou le fasse à ses risques et périls, étant supposé qu'elle connaît l'état habituel de folie ou d'ivresse de son cocontractant? La loi semble lui dire avec juste raison : « Vous êtes disposée à contracter avec quelqu'un que vous avez toutes les raisons du monde de croire incapable de contracter : s'il lui plaît, lorsqu'il revient à la raison, d'exiger de vous l'exécution de vos engagements, vous ne sauriez être fondé à prétendre qu'aucun contrat nes'est formé sous prétexte que votre cocontractant ne comprenait pas ce qu'il faisait.

Si vous pensiez qu'il le comprenait, vous ne sauriez vous plaindre de vous trouver dans la même situation que s'il l'avait effectivement compris. Si vous saviez qu'il ne le comprenait pas, alors (à moins que vous n'ayiez entendu commettre une fraude, en tirant de son état un avantage coupable) vous avez eu assez de légèreté pour assumer le risque de la répudiation du contrat ou pour courir la chance de le voir ratifier? Encore moins pouvez-vous vous plaindre dans ce cas de ce que le contrat soit ratifié au lieu d'être répudié.

Sans compter que vous avez encore l'avantage de pouvoir poursuivre l'exécution du contrat, s'il est ratifié ou même s'il n'est pas répudié dans un délai raisonnable ».

L'erreur sur la nature de la convention peut encore se présenter dans certains cas où elle ne porte pas sur la substance entière de la transaction, mais seulement sur son caractère légal. En principe, on appliquera à ces cas les règles ci-dessus exposées; c'est-à-dire que si les deux parties contractantes ont eu en vue, lors de la conclusion du contrat, des effets juridiques complètement différents, il n'y aura pas de convention; mais le contrat fait par l'une ou l'autre partie pourra avoir par lui-même un autre effet, celui qu'a entendu lui donner le déclarant. Primus, par exemple, donne en cadeau à Secundus une somme d'argent et Secundus la reçoit comme prêt. Secundus ne devient pas le débiteur de Primus, mais la propriété de l'argent n'en est pas moins effectivement transférée à Secundus. Cependant si l'on suppose que Secundus fait part à Primus de son intention de considérer l'argent reçu comme un prêt, il faut alors décider qu'un valable contrat de prêt a pris naissance¹.

On peut imaginer la situation inverse : Primus envoie à Secundus, dans l'intention de les lui vendre, quelques bouteilles de vin, mais il oublie de commu-

1. Cf. Hill v. Wilson 1873, 8 ch. 888.

niquer son intention à Secundus qui croit de bonne foi recevoir un cadeau et consomme le vin. En droit comme en équité, on ne saurait trouver de raison valable pour considérer que Secundus en doit le prix, à supposer, bien entendu, qu'aucune faute ne puisse lui être imputée.

En résumé, l'erreur sur la nature de la convention ou sur l'intention de l'autre partie de faire un contrat doit être une erreur bilatérale; elle doit émaner de la fraude d'une tierce personne, mais sauf dans le cas des effets négociables, la négligence est sans valeur. S'est-on trompé sur le contrat? C'est une erreur *in negotio* ou *in contractu* qui engendre une nullité absolue. Mais si ces conditions ne sont pas remplies, le contrat, à supposer, que la validité en soit affectée, pourra être annulé pour cause de déclarations inexactes faites de bonne ou de mauvaise foi, et ce n'est pas, en tout cas, sur l'erreur, qu'on pourra en faire reposer la nullité.

II. ERREUR SUR LA PERSONNE.

Une erreur de cette nature ne peut se présenter que dans les cas où une personne entend s'engager envers une autre personne nettement déterminée. Primus, par exemple, croyant contracter avec Secundus, contracte avec Tertius. Pollock fait observer ¹ que cela n'a

1. Pollock, op. cit., p. 448.

évidemment pas lieu dans la plupart des transactions quotidiennes : lorsque des marchandises sont vendues au comptant, ou lorsqu'un voyageur prend un billet de chemin de fer, il est clair que la personnalité de l'acceptant est tout à fait indifférente au promettant, et que, dans des opérations de ce genre, la question ne saurait se poser.

Mais voici deux cas d'espèces qui délimitent d'une façon précise le champ d'application de l'erreur sur la personne :

Affaire *Boulton contre Jones*¹ : Boulton avait pris la suite des affaires d'un nommé Brocklehursts, avec lequel Jones avait eu des relations commerciales suivies. Jones envoya à Brocklehursts une commande que Boulton exécuta sans aviser son correspondant que l'affaire avait changé de mains. Quand Jones apprit que les marchandises ne venaient pas de Brocklehurst, il en refusa le paiement. Actionné en justice, il obtint gain de cause et la Cour de l'Echiquier justifia ainsi la décision rendue en sa faveur : « Pour que le demandeur pût triompher, il eût fallu qu'il prouvât qu'un contrat avait bien été passé avec lui. Boulton, successeur de Brocklehurst aurait dû faire connaître à son client le changement de propriétaire. Faute par lui de l'avoir fait, les deux parties n'avaient pas contracté l'une avec l'autre ». Un juge s'appuya en outre sur

2. 27 L. J. Ex. 117.

le fait qu'il y avait compte-courant et que ce compte-courant faisait naître l'*intuitus personæ*.

Affaire *Cundy contre Lindsay*¹ : Un industriel Irlandais nommé Lindsay reçut un jour par lettre une importante offre d'achat faite par *Blenkarn* qui occupait une chambre meublée au 37 de la Woodstreet. Dans cette même rue, se trouvait une honorable maison de commerce connue sous le nom de *Blenkiron and Sons*. Or, la lettre de *Blenkarn* était signée avec une habileté particulière : les initiales du prénom ne précédaient pas le nom de famille. De sorte que *Lindsay*, croyant que la commande émanait de la maison *Blenkiron* qu'il connaissait bien se hâta de répondre et d'envoyer la marchandise à MM. *Blenkiron et Cie*, 37, Woodstreet. *Blenkarn* la reçut, en disposa entre les mains d'acquéreurs de bonne foi, mais, peu de temps après, la fraude se découvrit. Les vendeurs intentèrent une action contre les tiers acquéreurs et triomphèrent en appel, puis devant la Chambre des Lords. Les motifs de la décision sont les suivants : En premier lieu, en Angleterre, en fait de meubles, la possession ne vaut pas titre. En second lieu, pour que le tiers acquéreur fût protégé contre l'action du *verus dominus*, il eût fallu qu'un contrat valable fût intervenu entre *Lindsay* et *Blenkarn*. « De ce dernier, dit Lord Cairns, *Lindsay* ne savait rien ; à lui, il n'avait jamais pensé ; avec lui, il n'avait jamais eu l'intention de traiter. Sa

1. (1878) 3 App. Cas. 459.

pensée ne s'était même pas fixée un seul instant sur lui et comme les volontés des deux parties ne s'étaient pas rencontrées, il ne pouvait y avoir de contrat ».

La même décision, dit Anson, serait adoptée, si le vendeur était amené à contracter avec une personne sur la fausse déclaration de celle-ci qu'elle agit en qualité de représentant d'une personne déterminée.

Nous pouvons résumer en quelques mots le principe qui se dégage des deux espèces ci-dessus analysées.

Si une personne accepte une offre qui est clairement destinée à une autre, ou si cette personne intervient dans un contrat en se présentant faussement sous une personnalité étrangère, le contrat est nul. Pour poser une règle d'une façon encore plus claire et plus précise, aucun contrat ne vient jamais à l'existence; l'erreur sur la personne engendre, dans ce cas, une nullité absolue.

Il convient de remarquer que l'erreur que nous avons définie jusqu'ici est unilatérale. Les Recueils de jurisprudence ne donnent aucun exemple d'une erreur susceptible de se présenter dans le cas suivant : Primus fait une offre à Secundus, croyant que Secundus, est Tertius. Secundus accepte cette offre, dans la pensée qu'elle lui est réellement destinée. Reprenons, pour plus de clarté, l'affaire Boulton Jones. Si Boulton, au lieu de prendre la suite des affaire de Brocklehurst, avait succédé à un négociant portant le même nom^{ps}, que lui, il aurait été en droit de supposer que la

commande faite par Jones lui était bien destinée. Anson se pose la question. « Si, dit-il, la commande avait été faite à Boulton A, et acceptée par Boulton X, on peut se demander si Jones aurait pu éviter l'exécution du contrat, (c'est-à-dire refuser de payer le prix de la marchandise livrée) sous prétexte que le Boulton auquel il s'était adressé n'était pas le Boulton auquel il entendait s'adresser ».

La question ne s'étant pas encore présentée devant les Tribunaux, il est difficile de dire le point de vue qui prévaudrait en jurisprudence. La doctrine anglaise, cependant, paraît sur ce point unanime, car la solution donnée par Anson est la même que celle de Pollock ¹ « Ne pourrait-on pas décider, dit ce dernier, que, d'accord en cela avec l'usage général, une commande faite à un commerçant au siège de ses affaires constitue, en l'absence de toute considération spéciale tenant à la question de personne, une offre adressée à quiconque exerce, au même endroit et sous le même nom, la même profession d'une façon continue? »

[Il est vrai que dans bien des cas des circonstances spéciales pourraient indiquer au bénéficiaire de l'offre que cette offre qu'il reçoit est destinée à une autre personne qu'à lui. Voici, par exemple, nous dit Anson, une offre de mariage, qui, dans le cas où, par une coïncidence curieuse, deux jeunes filles se trouvent porter le même nom et avoir la même adresse, tombe

1. Pollock. p. 449.

dans les mains de celle à qui elle n'était pas destinée. Cette offre pourrait être acceptée ou refusée, suivant que l'état des relations existantes ou l'âge des parties permettrait ou non au destinataire de supposer que l'offre lui était spécialement adressée. Mais dans le cas d'un achat de marchandises, il est à peine besoin de dire que ces considérations ne sauraient entrer en jeu.

III. ERREUR SUR LA CHOSE QUI FAIT L'OBJET DU CONTRAT.

A. Erreur sur l'identité de l'objet. — L'erreur peut entraîner la nullité d'un contrat dans les cas où, deux choses se trouvant désignées sous le même nom, Primus a entendu traiter sur la première, et Secundus sur la seconde. Si nous supposons que rien dans le contrat ne permet d'individualiser l'une ou l'autre de ces choses, il pourra être prouvé qu'au moment de la conclusion du contrat, les parties n'ont pas eu en vue le même objet, et que Primus a offert une chose alors que Secundus a en a accepté une autre, complètement différente.

Dans l'affaire *Raffles contre Wilkelhaus*¹, une vente de 125 balles de coton était intervenue entre deux parties. Ces balles devaient arriver de Bombay par un navire appelé « Le Sans-Pareil ». Or, la malice du

1. 1864 2 H. et C. 906 Peerless'Case.

hasard fut telle qu'il se trouva exister deux navires du même nom et que tous deux venaient de Bombay. Mais Wickelhaus avait en vue le « Sans-Pareil » qui arrivait en octobre, et Raffles le « Sans-Pareil » qui arrivait en décembre. Le vendeur offrit la cargaison de décembre. Mais l'acheteur refusa, voulant celle qui était arrivée en octobre. Il fut jugé qu'il n'y avait pas de contrat, puisque la chose qui en faisait l'objet n'était pas identique.

Anson prend soin de nous faire observer que s'il en fut ainsi décidé, c'est que les deux bateaux portaient le même nom. Si Wickelhaus avait entendu se référer à un bateau d'un nom différent, il n'aurait eu qu'à supporter les conséquences d'une négligence qui l'aurait amené à ne pas exprimer son intention avec toute la clarté désirable. Il ne lui aurait pas été possible non plus d'éluder ses engagements si le contrat avait contenu une description assez minutieuse de l'objet pour qu'il pût être individualisé¹.

B. *Erreur sur l'existence de l'objet.* — Les auteurs anglais se sont demandé si l'on peut vraiment considérer comme une cause d'erreur l'inexistence de la chose qui fait l'objet du contrat. Quand deux parties viennent à s'engager mutuellement par une convention n'y-a-t-il pas, à la base de leur accord, la présomption ou la condition implicite et essentielle au contrat que

1. Voir sur ce point l'affaire *Ionides v. Pacific Insurance co.* 1871 L. R. 6 Q. B. 686.

la chose qui fait l'objet de leur convention existe réellement?. Aux termes du *Sale of goods act*¹, cette condition implicite est contenue dans toute vente de meubles corporels. Mais, d'une façon générale, et conformément à la tendance de la jurisprudence, il faut décider que l'erreur peut porter sur l'existence de la chose, objet du contrat; l'affaire *Couturier contre Hastie*² va nous en donner un exemple : Le contrat portait sur une cargaison de blé des Indes que les parties supposaient en partance de Salonique. Or, quelques jours avant la vente, ce blé, avait été déchargé à Tunis et vendu par le capitaine. La Cour jugea que le contrat était nul, car, dit la décision rendue, « il importe avant tout que dans un contrat de vente, il y ait une chose à vendre, et une chose à acheter, alors, que dans l'espèce, la chose objet du contrat avait cessé d'exister³ ».

La même décision fut rendue dans l'affaire *Scott*

1. La vente mobilière en Angleterre a fait l'objet d'une codification générale, le *Sale of goods Act* de 1893. *Sale*, c'est la vente ou la convention de vente. Le mot *goods* a à la fois un sens économique et un sens juridique. Dans le premier sens, il signifie marchandises. Au point de vue juridique, la loi de 1893 a entendu lui faire désigner les meubles corporels.

2. (1852) 5. H. L. C. 673.

3. Les erreurs portant sur la qualité de la chose n'empêchent pas la formation d'un contrat. Il y a cependant, selon Anson, une catégorie de cas qui tiennent le milieu entre les erreurs sur l'existence et les erreurs sur la qualité de la chose; ce sont les cas où l'erreur porte sur l'existence d'une qualité essentielle, fondamentale, dont la présence ou l'absence est considérée par les parties comme un élément matériel du contrat; Anson cite comme exemple la stérilité d'une vache ou sa fécondité.

*contre Coulson*¹ : il s'agissait d'un transfert de police d'assurance sur la vie, effectué par deux parties, qui croyaient toutes deux que l'assuré était vivant. En réalité il était mort avant même la conclusion du contrat. Il fut jugé qu'il y avait erreur bilatérale et que par suite le contrat rentrait dans la catégorie de ceux qui ne peuvent être sanctionnés. Aussi, afin de protéger l'assuré contre l'éventualité de cette forme d'erreur, les polices d'assurances maritimes contiennent-elles habituellement la mention : « perdu ou non perdu ».

Il nous reste à examiner la question de l'erreur de droit, c'est-à-dire de l'erreur concernant les conséquences que l'on peut tirer des droits individuels, car cette erreur, si elle est commune aux deux parties, pourra être une cause d'annualabilité du contrat, et la règle que nous avons ci-dessus énoncée recevra encore ici son application. Si, entre Primus et Secundus, intervient un accord portant sur une tenure qui dans la pensée des contractants, appartient à Secundus, mais qui en réalité se trouve être la propriété de Tertius, le contrat ne sera pas sanctionné. Et ceci n'est pas, nous dit Anson, comme il le semblerait à première vue, une dérogation à la règle : « *Ignorantia juris neminem excusat* ». Le Droit anglais, en effet, a fait sienne cette maxime romaine. Le mot droit a, dans la langue

1. (1903) 2. Ch. (C. A.) 249.

anglaise, comme chez nous, une double acception : Il désigne : 1^o le pouvoir que la loi reconnaît à une personne d'accomplir certains actes, c'est le droit au sens subjectif; 2^o un ensemble de règles établies et sanctionnées par l'autorité civile en vue de maintenir l'ordre dans l'Etat, c'est le droit au sens objectif. Or, dit Lord Westbury, dans une affaire *Cooper contre Phibbs*¹, quand le mot droit est employé au sens subjectif, c'est-à-dire dans le sens de droit particulier, la maxime plus haut énoncée ne s'applique pas. L'erreur sur une règle de droit ne peut vicier un contrat, mais l'erreur sur un droit particulier, comme le droit de propriété, par exemple, peut permettre d'annuler un contrat, si cette erreur est commune aux deux parties contractantes.

Tels sont les différents cas où l'erreur pourra être admise comme vice entraînant la nullité d'une convention ou permettant d'en demander l'annulation.

Le droit anglais admet-il d'autres espèces d'erreur et que faut-il penser, notamment, des erreurs sur l'intention d'une partie, sur la quantité ou le prix de l'objet du contrat, ou sur la qualité de la chose vendue?

Une règle générale posée dans l'affaire *Freeman contre Cooke*², rappelée et approuvée maintes fois par les auteurs anglais, paraît gouverner cette matière.

1. 1867 L. R. 2 H. L. 170.

2. (1848) 2 Exch. 654.

« Si, quelle que puisse être l'intention d'une personne, cette personne agit de telle sorte qu'un homme raisonnable croirait qu'elle approuve les conditions offertes par l'autre partie, et si cette autre partie, se basant sur les apparences de cette approbation, vient à s'engager envers elle, la personne en question se trouve liée vis-à-vis de l'autre partie ».

En ce qui concerne la quantité et le prix de l'objet vendu, la déclaration faite par un contractant doit être considérée comme l'engageant définitivement.

Relativement à la qualité de la chose vendue, « un homme doit faire usage de son propre jugement, ou, s'il n'a pas confiance en son jugement, il n'a qu'à faire en sorte que les termes de son contrat lui assurent la sécurité qu'il recherche. Il le pourrait par l'insertion de clauses spéciales : (conditions ou garanties), spécifiant que telle qualité est exigée, qu'elle constitue une condition même du marché, et que, par suite, elle doit être garantie par le vendeur. Si l'acheteur ne prend pas ces précautions, c'est la règle générale du « *Caveat emptor* » qui doit recevoir son application.

Cependant, dans deux cas bien déterminés, la loi vient protéger les parties au contrat :

Lorsque des marchandises sont achetées sur description, il y a d'après l'article 14 du *Sale of Goods Act*, 1893, condition sous-entendue que la marchandise fournie sera de qualité « loyale et marchande » et conforme à sa destination. Dans la vente sur échan-

tillon, trois conditions sont sous-entendues : le contrat pourra être résolu si la marchandise n'est pas de qualité identique à l'échantillon, si l'acheteur n'a pu faire la comparaison dans des conditions raisonnables, enfin si la chose vendue se trouve entachée d'un vice la rendant impropre à la vente.

En outre, dans certains contrats, dits « contrats d'extrême bonne foi » (*uberrimæ fidei*) où l'une des parties se trouve vis-à-vis de l'autre en état d'infériorité quant à la connaissance de l'objet du contrat, la loi impose à l'autre partie de révéler tout fait matériel, c'est-à-dire tout fait qui aurait pu influencer sur l'esprit d'une personne prudente¹.

En dehors des cas où un contrat est rédigé de façon très explicite et ne prête à aucune difficulté d'interprétation, il peut se présenter des hypothèses où la question se pose de savoir, non pas ce que les parties ont eu l'intention de faire, mais ce qu'elles ont dit ou fait : il faut, en d'autres termes, interpréter leurs paroles ou leurs actes. Anson nous donne l'exemple suivant : A vend à X et X croit acheter un anneau d'or ; l'on découvre qu'il est en cuivre. Les parties se sont trompées de bonne foi sur la matière qui fait l'objet du contrat, car toutes deux croyaient que l'anneau était en or. Mais leurs droits ne se trouvent pas affectés par leur état d'esprit. Ces droits dépendent de la réponse qui sera faite à la question suivante :

1. V. *infra*, p. 62 et s.

A entendait-il vendre à X un anneau de métal ou un anneau d'or? Un contrat portant sur un anneau d'or n'est pas accompli par la délivrance d'un anneau de cuivre, mais un contrat portant sur un anneau de métal est bien accompli par la délivrance d'un anneau de cuivre. Il importe peu, dans ce cas, que le métal soit de telle ou telle nature et l'opinion de l'une ou de l'autre partie, est absolument indifférente à ce sujet ¹.

Toute personne qui est sur le point de conclure un contrat doit avoir deux choses toujours présentes à son esprit : d'abord, nous dit Auson, ce qu'elle désire que son cocontractant fournisse, fasse ou ne fasse pas; c'est là l'objet même de son marché; ensuite, les déclarations, les promesses et les conditions qui forment la substance du contrat; ce sont les conditions du marché. Or, sur ce dernier point, le contractant doit se montrer très attentif : il ne saurait s'attendre à ce que l'autre partie vienne « lui ouvrir les yeux » sur l'objet du contrat ou à ce qu'elle s'assure, par une sorte de contre-épreuve, qu'elle a bien compris les conditions de ce contrat.

Toutefois, le Droit ne permettra pas qu'une personne fasse ou accepte une promesse ² à laquelle elle sait que l'autre partie attache un sens différent de celui qu'elle-même lui prête.

1. Wood contre Baynton 1825 64 Wes. 265.

2. « Promesse » est la traduction littérale du mot anglais « promise » qui signifie « pacte », offre acceptée.

Des exemples théoriques nous sont donnés par Anson : il les a si clairement présentés et si minutieusement détaillés qu'il n'est pas possible de les exposer ici plus nettement qu'en en reproduisant le texte même :

A vend à X un vase de porcelaine :

a) *Erreur sur la chose.* — X croit que c'est de la porcelaine de Dresde, A ne le croit pas. Les chances de chacun sont égales. Il est possible que X obtienne un objet de plus grande valeur que celui que A avait l'intention de lui vendre; il est possible également qu'il obtienne une chose de moindre valeur que celle qu'il désirait acheter. Ni dans l'un ni dans l'autre cas la validité du contrat ne se trouve affectée.

b) *Erreur connue de l'une des parties.* — X croit que le vase est en porcelaine de Dresde; A sait bien que tel est le sentiment de X, mais n'ignore pas que le vase n'est pas en porcelaine de Dresde. Le contrat tient. A ne doit rien faire pour tromper X, mais il n'est pas tenu d'empêcher X de se tromper sur la qualité de l'objet vendu.

c) *Erreur sur la promesse (as to the promise).* — X croit que le vase est en porcelaine de Dresde et pense que A entend le vendre effectivement comme porcelaine de Dresde. A sait bien qu'il n'est pas en porcelaine de Dresde, mais il ignore que X lui prête l'intention de le vendre comme porcelaine de Dresde. Le contrat ne parle pas de Dresde, il ne vise, en termes

généraux, qu'une vente de porcelaine. Le contrat tient. La méprise de X sur l'étendue de la promesse faite par A, *si elle est inconnue de A*, n'a aucun effet. Ce n'est pas la faute de A si X a oublié d'insérer dans le contrat une condition qu'il désirait y voir figurer.

d) Erreur sur la promesse, connue des deux parties. — X croit que le vase est en porcelaine de Dresde et s'imagine que A a l'intention de le vendre comme tel. A sait bien que X lui prête cette intention, mais il n'entend offrir que de la porcelaine, en général, sans spécification de la qualité. Le contrat est nul. L'erreur de X n'était pas une erreur de jugement sur la qualité de la porcelaine, mais elle portait sur la qualité de la promesse de A et A, sachant que l'acheteur s'est mépris sur sa promesse, a permis à l'erreur de persister ».

Il convient enfin de citer un dernier exemple d'erreur sur la qualité de la chose vendue. Cet exemple nous est donné par l'Affaire *Smith contre Hughes*¹. Un fermier, du nom de Smith, et un entraîneur de chevaux de course, appelé Hughes s'entendent sur une vente d'avoine; mais l'acheteur prétend avoir stipulé que l'avoine achetée devait être ancienne. Le vendeur prétend le contraire. Un procès s'ensuit, mais les questions posées au juge sont telles qu'elles amènent une décision au profit de l'acheteur. Cette décision fut cassée, parce que le jury avait été mal dirigé.

1. 1871 L. R. 6 Q. B. 597.

Il n'est pas sans intérêt de connaître l'opinion des juges qui assistèrent aux débats :

Le juge Blackburn déclara : « Dans le cas où un contrat de vente porte sur un objet nettement déterminé, je suis d'avis qu'en l'absence de toute clause spécifiant que l'objet en question possède une qualité particulière, l'acheteur doit prendre possession de cet objet, alors même que celui-ci ne posséderait pas cette qualité ».

« Et même, si le vendeur savait que l'acheteur ne s'est engagé que parce que l'objet présentait à ses yeux une qualité particulière qu'il ne possédait pas, l'acheteur reste encore lié par le contrat, à supposer bien entendu que le vendeur ne se soit rendu coupable d'aucune fraude. La simple abstention de la part du vendeur de révéler à son acheteur la vraie nature de l'objet ne constitue pas un acte de fraude ou de tromperie. Car il n'y a à la charge du vendeur aucune obligation légale d'avertir l'acheteur que celui-ci se trouve dans l'erreur ».

Et le juge Hannen ajoute : « Il est essentiel, pour qu'un contrat soit formé, que l'une et l'autre partie s'accordent sur la même chose et dans le même sens... Mais il se peut que l'un des contractants se trouve, par sa faute, empêché d'établir qu'il a contracté dans un sens différent de celui de son cocontractant. Ainsi, dans le cas d'une vente sur échantillon où le vendeur montra, par erreur, un faux échantillon, il fut jugé

que l'erreur du vendeur ne permettait pas d'annuler le contrat ¹.

Un peu plus loin, le même juge déclare : « Si, dans l'espèce qui nous occupe, le demandeur savait que le défendeur, en traitant avec lui une vente d'avoine, concluait l'affaire en supposant que le vendeur lui fournirait de l'avoine ancienne, il était averti que le défendeur donnait au contrat un sens différent du sien, et il ne pouvait donc être fondé à prétendre que le défendeur se trouvait lié par un contrat qui n'avait du contrat que l'apparence, mais non la réalité ».

La Cour de Chancellerie, jugeant en équité, a cependant apporté un tempérament à la règle qui se dégage des « *cases* » que nous avons exposés. Des nombreuses affaires sur lesquelles elle a été appelée à statuer, il résulte que lorsqu'une personne sait que la promesse faite par elle est comprise dans un sens différent de celui qu'elle a entendu lui donner, la transaction pourra ne pas tenir. Il suffit que la demande soit déraisonnable, qu'elle choque gravement l'équité. Dans une affaire *Webster contre Cecil* ² l'exécution en nature d'un contrat fut refusée parce qu'une erreur de ce genre s'était présentée; les Cours de Commonlaw n'auraient pas manqué de condamner la partie défaillante à des dommages-intérêts. Voici les faits : Il s'agissait d'une vente de terrain. L'acquéreur

1. Cf. *Scott. v. Littledale* (1858) 8 E. et B. 815.

2. (1861) 30 Beav. 62.

proposa 2.000 £, le vendeur refusa, voulant 100 £ de plus. Il commit par erreur une interversion de chiffres et écrivit 1.200 £ au lieu de 2.100 £. Il s'en aperçut, écrivit pour rectifier l'erreur, mais l'acquéreur avait déjà accepté et l'affaire était liée. La Cour de la Chancellerie s'est arrogé le droit d'intervenir dans les actes de cette nature pour les faire rétablir; la rigueur de la règle posée par les Cours de Commonlaw se trouve ainsi sérieusement tempérée.

CONSÉQUENCES DE L'ERREUR.

Dans le cas où l'erreur, dans les limites que nous avons ci-dessus fixées, affecte la formation d'un contrat, celui-ci est nul *ab initio*, c'est-à-dire que le contrat ne vient même pas à l'existence. Il n'y a jamais eu rien de fait, c'est le néant. Le principe est très nettement posé par l'article 87 du *Digest of English Civil Law* : « Une erreur de fait commise de bonne foi, sans négligence, par l'une des parties à la transaction, portant sur la nature de la convention, ou sur l'identité du cocontractant ou l'identité de l'objet rend la transaction nulle (*void*), de nullité absolue. Le Commonlaw offre par suite deux voies de recours à la personne dont le consentement est vicié par l'erreur. Si la convention n'est pas encore exécutée, cette personne pourra la répudier et défendre avec succès à une action intentée contre elle. Si, aux termes de la con-

vention, elle a déjà payé une somme d'argent, elle pourra la recouvrer, en vertu du principe d'après lequel dans les cas où, sous l'influence d'une erreur, une personne a versé entre les mains d'une autre personne une somme d'argent qui n'était pas dûe, elle pourra triompher dans une action en répétition de l'indû.

Dans les cas qui relèvent de l'équité, la personne victime d'une erreur pourra refuser l'exécution en nature du contrat; elle le pourra même dans certains cas où elle n'aurait pu défendre, devant les Cours de Commonlaw, à une action en dommages, née de la violation du contrat. En d'autres termes, l'Equité donne au mot « erreur » un sens plus large que le Commonlaw et se montre plus rigoureuse que lui quand elle empêche l'une des parties de tirer avantage d'une erreur connue d'elle et commise par son cocontractant. La partie lésée peut également en référer en qualité de demandeur à la Chancery Division de la Haute Cour, de façon à éviter les conséquences du contrat, et à être libérée des engagements qu'elle a assumés.

CHAPITRE II

Des déclarations inexactes

Dans un intérêt de simplification et de clarté, il convient d'établir une distinction très nette entre deux sortes de déclarations inexactes :

1^o Les frauduleuses déclarations inexactes (*Wilful misrepresentation*).

2^o Les déclarations inexactes faites de bonne foi. (*innocent misrepresentation*).

Cette distinction permettra de résoudre plus aisément les difficultés nombreuses qui assiègent cette matière. Et d'abord, en quoi les premières diffèrent-elles des secondes?

Les déclarations inexactes faites de bonne foi diffèrent de la *fraude* (c'est le nom que donnent les auteurs anglais aux frauduleuses déclarations) en ce que ces dernières, seules, donnent naissance à une action délictuelle. La fraude constitue par elle-même un délit, et on pourrait l'étudier sous cet aspect, bien qu'elle soit, en outre, un vice du consentement. Les déclarations inexactes faites de bonne foi, sont elles aussi de nature à vicier un contrat, mais — et

c'est là la différence essentielle — elles ne donnent jamais lieu à une action *ex delicto*, l'action de *deceit*. Cette différence est mise en pleine lumière par le juge Cotton, dans un *case* qui remonte à 1881. Le juge dit explicitement dans cette affaire : « Il ne faut pas perdre de vue que dans une action tendant à la répudiation d'un contrat conclu sous l'influence de fausses déclarations, le demandeur peut triompher bien que les fausses déclarations aient été faites de bonne foi; mais dans une action de *deceit*, les fausses déclarations, ne sauraient donner une base juridique à l'action que si elles sont entachées de fraude, c'est-à-dire si elles sont faites en toute connaissance de leur fausseté ou avec une indifférence marquée à l'égard de leur véracité ou de leur fausseté ».

Il y a pourtant des cas où la distinction ne se présente pas avec une aussi grande netteté.

Une déclaration inexacte peut être faite sciemment, mais sans motif coupable. D'autre part, l'auteur de la déclaration inexacte peut ne pas avoir la certitude de sa fausseté; il peut l'avoir faite cependant dans une intention malhonnête, pour la faire accepter, telle quelle, par son cocontractant.

En cas pareil, que faut-il décider?

« Une partie à un contrat qui fait une déclaration dont il connaît l'inexactitude et qui entraîne un dommage, se rend coupable de fraude, bien que

les motifs qui ont inspiré la déclaration ne soient pas malhonnêtes »¹.

Telle est la règle. Voici un cas d'application :

*Affaire Polhill contre Walter*². — Une traite fut tirée sur une personne déterminée. Un nommé Walter l'accepta, prétendant qu'il avait reçu pouvoir de le faire, et croyant de bonne foi que la traite serait payée par la personne aux lieu et place de laquelle il avait accepté. Or la traite fut protestée à l'échéance. Elle avait été, entre temps, négociée à un tiers qui avait eu foi dans la déclaration de Walter. Le tiers porteur, étant impayé, intenta contre Walter une action de deceit. Ce dernier fut reconnu coupable et Lord Tenterden en donna le motif suivant : « Si, quand il a accepté la traite, déclarant par là même qu'il avait reçu du tiré pouvoir de le faire, le défendeur savait qu'il n'avait pas reçu un pareil pouvoir (et il est hors de doute qu'il le savait), il a fait, sciemment, une déclaration inexacte et notre avis est que le demandeur peut valablement intenter contre lui une action en dommage ».

Il convient de noter que, dans l'espèce, le déclarant connaissait la fausseté de sa déclaration. Car si cette déclaration, en réalité inexacte, avait été faite dans la pensée qu'elle était vraie, elle n'aurait pas donné naissance à l'action de deceit.

1. D'après Tindal, C. J., *Foster v. Charles* 1830.

2. 1832, 3 B. et Ad. 114.

Pour qu'il y ait fraude, il n'est pas nécessaire non plus, avons-nous dit, que l'auteur de la déclaration ait la certitude complète de son inexactitude. Il suffit que les déclarations dont on a l'intention de tirer parti contre son cocontractant aient été faites avec une insouciance coupable et sans qu'on ait pu croire sérieusement à leur véracité. Un directeur de banque, par exemple, met en circulation des prospectus faisant miroiter au public les avantages d'une affaire sur la situation de laquelle il n'a fait procéder à aucune enquête, et ce, dans le but de capter la confiance des lecteurs et à les amener à verser des fonds dans l'entreprise. Si les déclarations contenues dans les prospectus sont inexactes, il se rend coupable de fraude, car il déclare avoir sur une chose des renseignements qu'il sait qu'il ne possède pas.

Dans tous les cas, la déclaration s'accompagne soit de la connaissance de sa fausseté, soit de la volonté ou de l'intention de tromper. A cet égard, les déclarations inexactes faites de bonne foi diffèrent de la fraude; les premières, en effet, se traduisent par une fausse représentation de faits dont on ne connaît pas la fausseté, ou par une dissimulation de faits, une sorte de réticence qui ne vise pas à induire le cocontractant en erreur. La fraude, au contraire, se traduit par une déclaration dont on connaît la fausseté, ou dont on ignore si elle est exacte ou inexacte, mais, dans ce dernier cas, faite avec une assurance telle que le

déclarant s'affirme certain d'une chose, alors qu'il en est incertain.

Il ne suffit pas d'avoir, en cette matière, établi une distinction, si nette soit-elle, entre les déclarations inexactes faites de bonne foi et la fraude. Il faut encore, nous dit Anson, avoir bien soin de ne pas confondre les clauses d'un contrat qui a été exécuté et les déclarations qui tendent à entraîner une partie dans une convention.

Des discussions assez subtiles se sont élevées à ce sujet et l'on a prétendu que lorsqu'une personne, a, de très bonne foi, fait une promesse qu'elle n'a pas pu tenir par la suite, sa promesse devait être considérée comme une déclaration inexacte ou comme le résultat d'une erreur de fait, et il en est résulté que les questions relatives à l'exécution ou à la rupture d'un contrat ont été mêlées aux questions qui n'ont trait qu'à sa formation.

Anson nous met en garde contre cette confusion possible et pose en principe les deux points suivants : D'abord, une déclaration qui vient par la suite à faire partie du contrat cesse d'être une déclaration et devient une promesse, promesse qu'une chose est ou sera. Ensuite, la fausseté d'une déclaration (à moins que cette déclaration ne fasse partie d'un contrat) ne donne lieu, en l'absence de toute fraude, à aucune revendication de dommages.

Il en résulte, qu'en Commonlaw, si une déclaration n'est pas devenue par la suite partie intégrante d'un contrat, sa fausseté (sauf de rares exceptions et toute question de fraude mise à part) est de nul effet. Mais si elle a fait partie du contrat, de deux choses l'une : ou bien elle peut être considérée par les parties comme une condition de la transaction, et alors sa fausseté donne à la partie lésée le droit de répudier le contrat tout entier ; ou bien elle peut être traitée comme une condition de la même nature qu'une promesse subsidiaire et indépendante, (on l'appelle d'habitude dans ce cas « *a warranty* »). A la vérité, elle fait partie du contrat, mais elle n'est pas à la base de ce contrat, et sa fausseté, dans ce cas, ne donne lieu qu'à une action contractuelle en dommage, et elle ne permet pas à la partie lésée de répudier le contrat tout entier. La question de savoir, du reste, s'il faut faire rentrer une condition dans le premier ou le deuxième cas est une question de fait laissée à l'appréciation souveraine des Tribunaux.

Anson ajoute, d'ailleurs, que, dans la pratique, les mots « *condition* » et « *warranty* » sont loin de faire l'objet de la distinction que le souci d'une juste définition l'a incité à établir, et il ne cache pas que, dans les lois d'assurances, notamment, le mot « *warranty* » est très communément employé dans le sens qu'il a donné à « *condition* ».

Voici une affaire où la Cour de l'Echiquier a été

amenée à préciser, sur un terrain pratique, les distinctions théoriques établies par Anson¹ :

Aux termes d'une charte-partie en date du 19 octobre 1860, le navire de Behn « *actuellement dans le port d'Amsterdam* » devait faire voile jusqu'à Newport, y prendre une cargaison de charbon pour la transporter ensuite à Hong-Kong. Or, à la date du contrat, le navire ne touchait pas encore le port d'Amsterdam ; il n'y arriva que le 23. Quand il atteignit Newport, Burness refusa de livrer le chargement et répudia le contrat. Behn l'actionna en justice et, devant la Cour, la question se posa de savoir si les mots « *actuellement dans le port d'Amsterdam* » pouvaient être considérés comme une « condition » dont l'inexécution donnait à Burness le droit de répudier le contrat, ou s'ils lui permettraient seulement, le contrat une fois exécuté, d'intenter contre Behn une action en dommages intérêts. La Cour de l'Echiquier estima que c'était là une « condition » et le juge Williams fut amené à établir la distinction suivante entre les différentes parties d'un contrat ;

« A proprement parler, « a representation », c'est une déclaration (*a statement*) ou une assertion faite par une partie à l'autre avant le contrat ou antérieurement au contrat et portant sur quelque matière ou circonstance relative au contrat. Bien que cette déclaration soit parfois contenue dans l'acte écrit, elle

1. Cf. *Aff. Behn contre Burness* 1863 — 3 B. et S. 751.

ne fait pas partie intégrante du contrat ; et, par suite, alors même que la déclaration serait inexacte, le contrat n'est pas rompu, et, à l'exception des polices d'assurances maritimes qui se trouvent soumises à un régime juridique spécial, cette inexactitude ne donne lieu à aucune action et n'a aucune espèce d'influence, à moins que la déclaration ait été frauduleuse, c'est-à-dire faite en toute connaissance de sa fausseté, eu avec malhonnêteté, ou avec une insouciance telle qu'on ne s'est pas inquiété le moins du monde, en la faisant, de savoir si elle était vraie ou fausse... Bien que les déclarations ne soient pas contenues d'habitude dans le contrat écrit, il est possible qu'elles le soient parfois. Mais il est clair que leur insertion ne modifie pas leur nature. Toutefois, la question peut se poser de savoir si une déclaration descriptive dans le contrat écrit est une simple déclaration, ou si elle fait partie intégrante de la convention. C'est là une question d'interprétation laissée à l'appréciation de la Cour et non du Jury. Si la Cour en vient à conclure qu'une déclaration de ce genre devait, dans la pensée de l'une des parties, faire partie intégrante du contrat, et ne constituait pas une déclaration pure et simple, il peut s'élever, naturellement, l'éternelle question de savoir si cette partie du contrat est une condition essentielle, ou simplement une condition indépendante, dont l'inexactitude ne permettra pas de répudier le contrat, mais motivera simplement une action en dommages ».

Le jugement qui précède a le mérite de donner une idée exacte des diverses conditions insérées dans un contrat. Pour résumer en quelques mots les points essentiels qui s'en dégagent, nous dirons, en premier lieu, que les déclarations faites au moment de la conclusion du contrat, mais qui, dans l'intention des contractants, ne doivent pas faire partie de la convention, n'ont aucun effet sur la validité de cette dernière, à moins qu'elles ne soient frauduleuses. Car, si elles l'étaient, elles entacheraient le contrat d'un vice qui le rendrait annulable (*voidable*). En second lieu, les « *conditions* » sont de l'essence du contrat. Si une clause du contrat est interprétée par la Cour comme une condition, dans ce cas, que cette clause soit une déclaration ou une promesse, sa fausseté ou son inexécution donnera à la partie à qui elle a été faite la faculté d'échapper aux engagements prévus au contrat. En troisième lieu, les « *warranties* » sont des promesses indépendantes et subsidiaires, dont l'inexécution n'empêche pas le contrat de sortir à effet, mais donne à la partie lésée le droit d'intenter une action en dommage contre son cocontractant.

Il nous reste à nous demander quelles sont les conséquences des déclarations inexactes faites de bonne foi.

Nous touchons ici au point peut-être le plus délicat de la matière, et il n'a ja mais été plus difficile de poser

une règle fixe. C'est que le sujet est du domaine du Commonlaw et de l'Equité et que ces deux juridictions ont adopté sur la question une attitude différente. Le Droit Statutaire est en outre intervenu pour corriger ce que le Commonlaw avait d'excessif et il a fusionné dans la *Judicature Act* de 1873 les moyens d'équité et de droit.

Pour arriver à la plus grande clarté possible, il convient, d'après Anson, de comparer les points de vue du Commonlaw et de l'Equité antérieurement au *judicature act*, et de voir ensuite dans quelle mesure les dispositions de cette loi, interprétée par la Jurisprudence, permettent de fixer un principe qui ne s'appliquait auparavant qu'à une certaine catégorie de contrats.

Et, d'abord, le point de vue du Commonlaw :

Il résulte de l'affaire Behn contre Burness, ci-dessus exposée, que, dans l'esprit des Cours de Commonlaw, une déclaration est de nul effet, à moins qu'elle ne soit entachée de fraude, ou qu'elle ne constitue une condition du contrat. L'Affaire *Bannerman contre White*¹ va nous montrer que la Jurisprudence a eu une tendance marquée à assimiler aux conditions d'un contrat toute déclaration d'un caractère assez matériel pour affecter le consentement. Bannerman proposa à White de lui vendre du houblon. Ce dernier demanda si l'on n'avait pas employé de soufre dans

1. (1861) 10 C. B. 844.

la culture de ce houblon, ajoutant, que, s'il le supposait, il n'en demanderait même pas le prix. Le vendeur répondit négativement, et, après s'être mis d'accord sur le prix, White finit par acheter sur échantillon la récolte de l'année. Mais s'apercevant par la suite que contrairement à l'affirmation de son vendeur, le soufre avait bien été employé, il répudia le contrat. Bannerman agit contre lui en paiement du prix de vente; mais il fut prouvé qu'en essayant une machine à soufrer, le vendeur avait, en fait, employé du soufre sur une partie de son champ et qu'il avait ensuite mélangé la récolte entière. Oublia-t-il de le dire ou jugea-t-il le fait insignifiant? Toujours est-il que le Jury estima que la déclaration faite au sujet de l'emploi du soufre n'avait pas été inspirée par le désir d'induire en erreur et qu'il jugea, par ailleurs, que dans l'esprit des contractants, cette déclaration faisait partie de la convention et constituait une « condition ». La Cour des Common Pleas eut à apprécier la décision rendue. Elle déclara que le vendeur n'était pas fondé à agir contre l'acheteur en paiement du prix de vente, mais que l'acheteur, lui, pouvait agir contre le vendeur pour rupture de contrat, (*breach of agreement*). Les mots prononcés étaient une condition dont l'inexécution donnait lieu à l'annulation du contrat. Voici, d'ailleurs, les propres paroles du juge Erle : « Nous évitons d'employer le mot « *warranty* » car il est pris dans deux acceptions différentes, ainsi

que le mot « *condition* », car toute la question est de savoir si ce mot peut s'appliquer au cas qui nous occupe. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que l'acheteur exigeait et que le vendeur affirmait qu'il n'avait pas été fait emploi de soufre. Cette affirmation constituait une stipulation préliminaire, et si elle n'avait pas été donnée, les parties n'auraient pas conclu le contrat de vente. Il faut donc la considérer comme la condition sur la base de laquelle les parties ont entendu contracter; et il serait contraire à l'intention exprimée par cette stipulation de déclarer que le contrat reste valable, si du soufre a été vraiment employé.

« L'intention des parties préside à la formation et à l'interprétation de tous les contrats. Les parties peuvent décider qu'un contrat de vente ne sera pas subordonné à une condition y insérée; mais elles peuvent convenir également que ce contrat sera nul, si la condition vient à être inexécutée. Et d'après l'exposé des faits, nous estimons que, dans l'intention des parties, le contrat devrait être nul si l'on avait fait emploi de soufre. En conséquence, à notre avis, la règle générale ne doit pas recevoir ici son application ».

Anson fait de ce jugement un commentaire qui mérite d'être cité :

Il convient de noter, dit-il, que dans l'espèce ci-dessus, la déclaration a été faite avant que les parties aient commencé de traiter, tandis que dans l'affaire

Behn contre Burness, la déclaration était une condition de la charte-partie.

Il faut remarquer, en outre, que la convention intervenue entre Bannerman et White était une vente sur échantillon, tendant au transfert de la propriété, une fois le houblon pesé et le prix déterminé. Dans le contrat de vente, il ne figurait aucune condition subordonnant l'acceptation du houblon à l'absence d'emploi de soufre dans leur culture. Et les paroles du juge Erle montrent combien il lui a été difficile de dire si la déclaration faite par le demandeur était une « condition » ou une « warranty ». Au fond, quelle était la situation ? Bannerman avait déclaré à White une chose ; les deux parties avaient ensuite conclu un contrat qui ne contenait pas cette déclaration, et pourtant, si celle-ci n'avait pas été faite, les parties ne seraient même pas entrées en pourparlers. Le consentement de l'acheteur avait été, en réalité, obtenu au moyen d'une déclaration inexacte d'un fait matériel ; il n'était donc pas valable.

Mais les Cours de Commonlaw s'étaient abstenues de donner un effet juridique quelconque aux déclarations qui ne constituaient pas des conditions du contrat ; aussi furent-elles obligées, dans un but de justice, d'interpréter le contrat comme s'il contenait effectivement cette condition.

L'Equité a un point de vue un peu différent, mais le résultat est le même. L'affaire *Lamare contre Dixon* ¹

1. 1873 L. R. 6. H. L. 414.

va nous le montrer : Un nommé Lamare, négociant en vins, en France, loue à Dixon, en Angleterre, des caves pour y mettre son vin. Mais il prévient qu'il faut que les caves soient sèches. L'Anglais l'assure qu'elles le sont. Là-dessus un accord intervient, mais la convention ne contenait ni clause ni condition à ce sujet. Or il se trouva que les caves étaient extrêmement humides. Lamare refusa de continuer à les occuper et la Cour de Chancellerie estima qu'il y avait « *misrepresentation* » ; ce n'était pas une condition du contrat, c'était simplement une déclaration portant sur un fait qu'il était très important pour le contractant de connaître et sur lequel il avait été induit en erreur.

Ayant ainsi confronté les solutions données sur l'« *innocent misrepresentation* » par les Cours de Commonlaw et la Cour de Chancellerie, il nous reste à examiner quels ont été les effets du *Judicature Act de 1873*

Aux termes de cette dernière loi, tout moyen d'équité (demande ou défense) peut être invoqué devant n'importe quelle Cour, et si un conflit s'élève entre les règles d'équité et les règles de Commonlaw, ce sont les premières qui prévaudront. Un contrat qui aura été conclu sous l'influence d'une déclaration inexacte faite de bonne foi pourra être répudié. Telle est la règle actuelle ; elle s'applique à tous les contrats. Elle a été exposée pour la première fois, avec une très grande netteté, dans un « case » qui remonte à 1881,

l'affaire *Redgrave contre Hurd*. Redgrave avait vendu à un nommé Hurd, en même temps que sa maison, sa charge d'avoué sur la valeur de laquelle il avait fait une fausse déclaration. Hurd refusant d'en prendre possession et de payer le prix, Redgrave intenta contre lui une action en exécution du contrat. Mais Hurd introduisit une demande reconventionnelle tendant à la rescision de ce contrat et à l'obtention de dommages-intérêts, et prétendit qu'il avait été victime d'une déclaration mensongère. La Cour d'appel d'Angleterre estima que, dans l'espèce, Redgrave n'avait fait sciemment aucune déclaration de ce genre, et que s'il avait surestimé sa charge d'avoué, ce n'était pas dans le but d'induire en erreur son cocontractant. L'action en dommages intentée par Hurd ne pouvait donc être fondée. Mais le contrat n'en fut pas moins rescindé, parce que la déclaration du demandeur était inexacte, et qu'elle avait incité le défendeur à donner son accord. Le juge Jessel pose, en termes très nets, le principe qui domine tout ce sujet : En ce qui concerne la rescision d'un contrat, il est incontestable, dit-il, qu'il existait entre les règles de l'Equité et celles des Cours de Commonlaw une différence qu'a fait disparaître la mise en exécution du Judicature Act, lequel fait prévaloir les règles de l'Equité. D'après l'Equité, pour qu'un contrat conclu sous l'influence d'une fausse déclaration matérielle pût être répudié, il n'était pas nécessaire de prouver que la personne à l'ins-

tigation de laquelle il avait été conclu connaissait l'inexactitude de la déclaration. Il faut donc poser, en règle générale, que si une déclaration inexacte, faite de bonne foi, entraîne matériellement la conclusion d'un contrat, elle peut permettre de le répudier ou tout au moins d'en éviter l'exécution. C'est là, nous dit Anson, un moyen de droit, un recours (*a relief*) d'ordre général et qui ne s'applique pas seulement aux contrats qu'il est convenu d'appeler « contrats d'extrême bonne foi », (*uberrimæ fidei*) Il faut ajouter que ce recours ne sera donné que dans les cas où la répudiation du contrat, en suit de très près la conclusion, et que, sauf au cas de fraude, la rescision ne pourra être invoquée si, aux termes du contrat, la propriété a déjà changé de mains. C'est à celui qui aura été trompé qu'il appartiendra de demander, aussitôt que possible, la répudiation de la transaction. Il va sans dire que, pour donner lieu à la rescision d'un contrat, la déclaration doit effectivement « emporter » la décision, le consentement du contractant. Le fait d'exprimer une simple opinion, un avis, ne saurait avoir aucun effet sur la validité du contrat. Dans l'affaire *Anderson contre la Pacific Insurance company*¹, cette distinction fut nettement établie : L'assuré avait communiqué à la Compagnie d'Assurances maritimes une lettre de l'armateur dans laquelle ce dernier disait qu'à son avis, l'endroit où le navire devait jeter

1. 1872 L. R. 7 C. P. 65.

l'ancre était un bon mouillage, et qu'il offrait toute sécurité. Or, à cet endroit même, le navire sombra. Il fut jugé qu'en communiquant à la Compagnie la lettre de l'armateur, l'assuré ne fit que lui faire connaître tout ce qu'il savait du voyage, et que cette lettre devait être considérée, non pas comme une déclaration d'un fait matériel, mais comme l'expression d'une opinion, qu'il était loisible aux assureurs de prendre ou non en considération.

Il ne saurait être question non plus d'assimiler aux déclarations matérielles de faits certaines façons de s'exprimer qui sont de pratique courante en affaires. Quand on veut réussir un marché, il sied d'en exagérer les avantages aux yeux de son cocontractant, mais il faut bien convenir que la limite de l'exagération permise est assez difficile à tracer : dans une vente aux enchères¹, le terrain qui faisait l'objet de la vente était représenté comme « très fertile et très amendable ». En réalité, il était en grande partie abandonné et sans valeur aucune. Et la Cour estima que la personne chargée de la vente n'avait fait qu'enjoliver sa description ! Par contre, dans une affaire où le propriétaire d'une maison vendit cette maison en prétendant que celui qui l'occupait était un « excellent locataire », alors que déjà il ne payait plus son loyer, et que, peu de temps après la vente, il tombait en faillite, il fut jugé qu'une pareille déclaration donnait

1. Voyez l'affaire *Dimmock contre Hallett*, 1866. 2 Ch. 21.

à l'acheteur le droit de demander la rescision du contrat.

Quelles sont les conclusions théoriques qui se dégagent de toute cette Jurisprudence?

Il est possible de les résumer brièvement :

Les déclarations inexactes faites et reçues de bonne foi ne vicient pas, en principe, le contrat. En règle générale, celui-ci reste valable. Mais il y a à cette règle des exceptions et nous nous sommes assez longuement étendu sur le cas où la « *misrepresentation* » est traitée par les parties comme une condition de la transaction. Nous avons exposé à ce sujet le point de vue du Commonlaw : lorsque les parties se sont servies, dans les déclarations faites, de termes très clairs, attirant l'attention sur une clause du contrat, si cette clause n'est pas conforme à la réalité, le contrat peut être rescindé¹. Nous avons vu, qu'en adoptant un principe un peu différent, l'équité est arrivée, au fond, à la même solution et qu'enfin, depuis le Judicature Act de 1873, il suffit qu'une déclaration inexacte ait *effectivement* amené deux parties à contracter pour que les engagements assumés puissent être éludés.

Mais il y a encore, en Droit anglais, une catégorie spéciale de contrats dont la validité est subordonnée à des conditions plus rigoureuses que celles que nous

1. V. *supra* Aff. Banneman contre White, p. 53

avons énumérées jusqu'à présent. Ce sont des contrats en quelque sorte « privilégiés » connus sous le nom de « contrats d'extrême bonne foi » (*uberrimæ fidei*). Pour qu'ils soient valables, il ne suffit pas que le promettant s'abstienne de faire des déclarations inexactes, il faut encore qu'il révèle à son cocontractant tout fait de nature à influencer le jugement de ce dernier. Sinon, le contrat sera entaché soit de réticence (*non disclosure of a material fact*), soit de dissimulation (*concealment*). En d'autres termes, tous les contrats sans exception peuvent être viciés par une déclaration inexacte, quelques-uns seulement peuvent l'être pour cause de réticence ou de dissimulation.

Quels sont ces contrats ?

Ce sont d'abord tous les contrats d'assurances (assurances maritimes, assurances contre l'incendie, assurances sur la vie); — les contrats de vente de droits fonciers, les contrats entre les fondateurs d'une compagnie et la Compagnie, les contrats entre mandants et mandataires, enfin, mais c'est là un point controversé, les contrats de cautionnement et d'association.

Toutes les règles du Commonlaw sur les Assurances maritimes ont été fusionnées dans un seul texte, le *Marine Insurance Act* de 1906¹.

1. C'est là le résultat d'un système qui a été considérablement développé en Angleterre et qui est connu sous le nom de « système de la *consolidation* ». C'est la fusion dans un seul texte de toute une masse de statuts préexistants. Le système a été inauguré pour le Droit maritime, en 1854, par le *Merchants' Shipping Act*.

Aux termes de cette loi, l'assuré doit faire connaître à l'assureur, avant que le contrat soit conclu, tout fait matériel connu de lui, et l'assuré est obligé de connaître tout ce qui doit normalement et raisonnablement être connu de lui. Si l'assuré manque à le faire, l'assureur pourra échapper aux conséquences du contrat. Il faut entendre par fait matériel tout fait de nature à influencer le jugement d'un assureur prudent, soit dans la fixation de la prime d'assurance, soit dans la détermination du risque assumé.

Dans l'affaire *Ionides contre Pender*¹, des marchandises avaient été assurées contre les risques de mer pour une somme qui dépassait notablement leur valeur; il fut jugé que le fait d'avoir surestimé ces marchandises ne pouvait, à la vérité, avoir aucune influence sur les risques du voyage, mais comme les contractants avaient l'habitude de prendre en considération l'estimation de la marchandise, et qu'elle revêtait aux yeux des assureurs une importance capitale, on estima que le fait de l'avoir « dissimulée » viciait la police d'assurance. « Il est parfaitement établi, dit le juge Blackburn, que les contrats d'assurances diffèrent des autres contrats et que la dissimulation d'un fait matériel, quoique faite sans intention frauduleuse, vicie la police d'assurance ». Il invoqua, à l'appui de sa décision, un procès américain, (*New York Bowery Fire Insurance Co contre New*

1. L. R. 9. Q. B. 531.

*York Fire Insurance Co*¹⁾ dans lequel il fut jugé, que la simple réticence, faite d'ailleurs de bonne foi, vicie la police. Il s'agissait, dans l'espèce, d'une maison qui avait été assurée contre l'incendie. Or, le Directeur de la C^{ie} d'Assurances apprit que l'assuré, ou tout au moins une personne du même nom, avait déjà été victime de plusieurs incendies, et que de très fortes primes avaient été versées entre ses mains. La Compagnie se réassura auprès d'une autre Compagnie, mais elle ne l'informa point des nombreux incendies dont elle avait eu connaissance. Survint un nouvel incendie : l'assuré agit contre la première Compagnie d'Assurances, laquelle se retourna aussitôt contre la seconde. Le juge qui dirigeait les débats estima que si le renseignement fourni au Directeur de la Compagnie demanderesse avait été intentionnellement gardé, il était de nature à vicier la police de réassurance. Le jury rendit une décision en faveur de la Compagnie demanderesse, mais la Cour d'Appel, devant laquelle cette affaire fut évoquée, jugea que la dissimulation portait sur un fait matériel, et que, intentionnelle ou non, elle devait vicier le contrat d'assurance.

La même règle s'applique aux contrats d'assurances sur la vie. Dans l'affaire *London Assurance contre Mansel*, une Compagnie d'Assurances avait posé à l'assuré les questions suivantes : « Avez-vous déjà contracté une assurance? Si oui, à quelle compagnie?

1. 17 Wend. 359. L. R. 9 Q. B. 538.

cette assurance a-t-elle été acceptée sur la base de la prime ordinaire, ou sur une base supérieure ou inférieure? « L'assuré répondit : « Je suis déjà assuré pour 16.000 £ , au taux ordinaire, dans deux Compagnies. Les polices ont été faites l'année dernière. » Les réponses fournies étaient exactes, mais ce que l'assuré s'était bien gardé de dire, c'est qu'il avait essayé d'augmenter son assurance à l'une des Compagnies où il était déjà assuré, d'en conclure de nouvelles à d'autres Compagnies, et que, dans toutes ses tentatives, il avait échoué. Le contrat fut rejeté et le juge Jessel en rendant sa décision, posa le principe suivant :

« A mon avis, la loi n'établit aucune différence de nature entre un contrat d'assurance et un autre contrat. Qu'il s'agisse d'assurance sur la vie, d'assurance contre l'incendie ou d'assurance maritime, j'estime que la bonne foi est requise partout, dans tous ces cas, et bien qu'il puisse y avoir, étant donnée la nature particulière de l'assurance maritime, certains faits dont la révélation s'impose et qui ne sont pas révélés dans les autres contrats d'assurance, c'est plutôt, à mon sens, un exemple d'application qu'une distinction de principe ».

Dans les contrats de vente de droits fonciers, une description inexacte des immeubles vendus ou une fausse indication des conditions auxquelles ces contrats sont soumis, vicie la convention, et cela, indépendamment de toute intention frauduleuse. Dans l'affaire *Flight contre Booth*, une propriété sur

laquelle existait un bail de longue durée avait fait l'objet d'une vente. Mais aux termes d'une clause spéciale du bail, l'exercice de plusieurs métiers se trouvait interdit sur la propriété, et le contrat de vente ne les énumérait pas tous. Le juge Tindal estima que le demandeur était fondé à agir en rescision du contrat et à rentrer en possession du prix d'achat. « A notre avis, dit-il, il convient d'adopter la règle suivante : Au cas où une fausse description, quoique ne s'inspirant d'aucune pensée de fraude, affecte l'objet du contrat, au point qu'on puisse raisonnablement penser que, sans cette description inexacte, l'acheteur n'aurait jamais contracté, le contrat ne tient pas, et l'acheteur peut être considéré comme n'ayant pas acheté la chose qui faisait réellement l'objet de la vente ».

La même règle reçoit encore la même application dans les contrats d'achats d'actions de Sociétés. Elle est très clairement posée dans l'affaire *New Brunswick Railway Company contre Muggeridge* : « Ceux qui, par voie d'affiches, de notices ou de prospectus, portent à la connaissance du public les grands avantages qui sont réservés aux personnes qui achèteront des actions d'une Société déterminée, et qui les incitent à souscrire, sur la foi des déclarations faites, sont tenus de révéler strictement toute chose avec un soin scrupuleux, et de faire connaître aux souscripteurs le moindre fait, qui, à leur connaissance,

pourrait être de nature à influencer sur l'étendue ou la qualité des privilèges et des avantages qui étaient présentés comme autant de sollicitations à souscrire ».

Faut-il faire rentrer dans la catégorie des contrats d'extrême bonne foi, les contrats de cautionnement et d'association? Ces contrats exigent-ils, comme ceux que nous venons d'étudier, la révélation complète de tout ce qui est de nature à influencer sur le jugement de la caution ou de l'associé? Tel n'est pas l'avis d'Anson. Pour lui, la caution ou l'associé ne saurait prétendre à la protection toute spéciale accordée aux contrats d'assurances ou de vente de droits fonciers. Et si une confusion a pu se produire entre ces deux catégories de contrats, c'est qu'il n'y a pas entre eux de démarcation bien nette : n'y a-t-il pas comme un air de parenté, en effet, entre les contrats de cautionnement, qui, au sens strict du mot, peuvent être définis comme les « promesses » faites par une personne de répondre de la dette, de la défaillance ou de la faute d'autrui, et les contrats d'assurances qui visent à indemniser une personne du risque de la malhonnêteté d'autrui?

Anson ajoute que, quoique le contrat intervenu entre une caution et un créancier, soit de ceux qui ne puissent être entachés de réticence ou de dissimulation, il faut pourtant, une fois que le contrat a été conclu, que la caution soit informée de tout ce qui est de na-

ture à modifier les relations légales du créancier et du débiteur, et pourrait lui donner le droit de répudier le contrat. Voici, par exemple une personne qui se porte caution vis-à-vis d'une autre, de l'honnêteté d'un domestique. Sur cette garantie, le domestique entre en service; quelque temps après, il commet des actes de malhonnêteté, qui ne sont pas révélés à la caution. Et la personne le garde à son service. Un peu plus tard, surviennent de nouveaux actes de malhonnêteté. Le cautionné se retourne alors contre la caution et lui demande de réparer le préjudice qu'il a subi. La caution ne saurait, dans ce cas, être considérée comme obligée. La dissimulation commise par le cautionné la délie de son obligation¹.

Toujours d'après Anson, les contrats d'association, sont en tous points assimilables aux contrats de cautionnement et les règles ci-dessus exposées devront leur être appliquées dans leur intégrité.

1. Voir l'affaire Philipps contre Foxall, 1872, *L. R.*, 7. Q. B., 566.

CHAPITRE III

Des déclarations inexactes faites de mauvaise foi

Nous avons eu déjà l'occasion de faire remarquer la différence essentielle qui existe entre les déclarations faites de bonne foi et celles qui sont faites sciemment, dans le but de tromper ¹. Celles-ci, seules, avons-nous dit, constituent un délit, « la fraude », et donnent lieu à une action délictuelle.

Que faut-il au juste entendre par « fraude »? Quels sont les éléments constitutifs de ce délit? C'est ce qu'il convient maintenant d'étudier.

« La fraude, dit Anson, est une déclaration inexacte, portant sur un fait déterminé, faite en toute connaissance de sa fausseté, ou sans qu'on ait approfondi la vérité de ce que l'on affirme, avec l'intention de nuire, et ayant engendré une tromperie effective ».

1° Il faut donc qu'il y ait une déclaration et que cette déclaration soit inexacte. Par là, la fraude se distingue nettement du vice que nous avons désigné

1. V. *suprà*, p. 44.

sous le nom de « réticence » (*non disclosure*), et qui est de nature à vicier un contrat d'extrême bonne foi. La réticence consiste dans la non-déclaration d'un fait que le déclarant était tenu de faire connaître. C'est l'attitude en quelque sorte passive de ce dernier qui constitue le vice du contrat. Pour qu'il y ait fraude, au contraire, il faut que l'un des contractants déclare une chose qu'il sait inexacte. Le vice du consentement réside ici, non plus dans une abstention, mais dans un acte et c'est l'élément actif de la tromperie qui constitue le « déclaration frauduleuse ». Cette distinction a été très clairement établie par Lord Cairns dans l'affaire *Peek contre Gurney*¹ : « La simple dissimulation de faits matériels, dit-il, bien que moralement répréhensible, bien que de nature à fonder, dans les limites que nous avons fixées, une action en répudiation du contrat, ne saurait, à mon avis, servir de base à une action de la même nature que celle qui sanctionne la « misrepresentation ». Il faut, à mon sens, qu'il y ait une déclaration effective, matérielle, ou, tout au moins, une déclaration à ce point incomplète que l'absence de ce qui n'a pas été révélé fausse entièrement le sens de ce qui l'a été ». Voici un cas d'espèce qui va nous montrer la portée de la règle :

Un nommé Hobbs offrit en vente, sur un marché public, un certain nombre de porcs qu'il savait atteints de fièvre typhoïde. Ward s'en rendit acqué-

1. 1873 L. R. 6 H. L. 403.

reur et les prit, suivant l'expression consacrée par l'usage « avec tous leurs vices », aucune déclaration n'ayant été faite au sujet de leur maladie. Le plus grand nombre mourut; l'épidémie gagna même les porcs qui appartenaient déjà à Ward. On prétendit que le fait de présenter des porcs sur un marché équivalait à déclarer qu'ils étaient exempts de toute maladie contagieuse. L'affaire fut appelée devant le Chambre des Lords, et voici, pour fixer les idées sur ce point, les propres paroles que prononça Lord Leborne dans cette affaire :

« En ce qui concerne la question des déclarations implicites, je n'ai jamais éprouvé le moindre doute. Une pareille induction ne doit jamais être faite sans être basée sur des faits, et, dans l'espèce, je n'en trouve aucun, sinon qu'en offrant en vente ces animaux, on a violé une loi pénale. Prétendre qu'on doit considérer que toute personne qui traite une affaire avec une autre déclare par là même qu'à sa connaissance elle ne viole aucun texte de loi, c'est faire preuve d'une subtilité d'esprit qui, à mon avis, ne saurait paraître raisonnable à personne ».

2^o Pour qu'il y ait fraude, il faut encore que la déclaration porte sur des faits. Exprimer une opinion que les événements postérieurs font apparaître comme erronée, ce n'est pas déclarer un fait, et la validité du contrat n'en saurait être affectée. Voici, par exem-

ple, une personne qui, désirant vendre sa maison, prétend d'une part, qu'elle a telle valeur, et, d'autre part, qu'elle lui a coûté telle somme d'argent. Il est clair que la première affirmation n'est que la manifestation d'une opinion que l'acheteur sera libre d'adopter ou de refuser, mais que la seconde est la déclaration d'un fait et que cette déclaration sera frauduleuse, si le vendeur a conscience de son inexactitude. Il en est de même des déclarations d'intentions. Ici encore, il convient de faire une distinction entre les promesses que le promettant a l'intention d'accomplir et celles qu'il a l'intention de rompre. Dans le premier cas, il déclare, en toute sincérité, l'intention qu'il a de faire telle chose dans l'avenir; dans le second, il déclare faussement son intention. Non seulement il fait une promesse qui est rompue par la suite, mais, au moment même où il la fait, il déclare une intention qu'il n'a pas. C'est ainsi qu'il a été jugé que lorsqu'une personne achète des marchandises, sans l'intention d'en payer le prix, elle fait une déclaration frauduleuse.

Enfin, que décider en ce qui concerne les frauduleuses déclarations inexactes faites au sujet de droits?

Anson déclare qu'à défaut de jurisprudence sur la question, on appliquera ici, par analogie, les règles que nous avons exposées à la suite de l'affaire *Cooper contre Phibbs*¹. Une fausse déclaration du Droit, en

¹ V. Suprà, p. 34.

général, ou d'une loi, faite de mauvaise foi, ne donnera pas lieu à l'action de deceit, mais si cette déclaration frauduleuse porte sur les droits individuels, elle donnera à la victime de la tromperie le droit d'intenter l'action délictuelle.

3^o Il faut, en troisième lieu, avons-nous dit, pour qu'il y ait fraude, que la déclaration soit faite en toute connaissance de sa fausseté ou sans qu'on ait approfondi la vérité de ce que l'on affirme. A défaut de cette condition, la fausse déclaration ne saurait ouvrir à la partie lésée aucun droit à l'action : En voici un exemple : Par suite d'une erreur commise par une Société de Télégraphie dans la transmission d'une dépêche, un nommé Dickson expédia en Angleterre une grande quantité d'orge qui n'avait pas été demandée. Une chute soudaine des prix se produisit sur le marché, provoquant une perte d'argent sérieuse pour Dickson. Il fut jugé que la déclaration ne pouvait fonder l'action du demandeur, étant donné que la Société n'en connaissait pas l'inexactitude¹ — « Le principe est très net, dit le juge Bramwell : une déclaration inexacte, même si elle a causé un préjudice, ne peut fonder une action que si le déclarant en connaît la fausseté ». Dans une affaire plaidée devant la Cour d'Appel²,

1. Voir l'affaire *Dickson contre Reuter's Telegraph Company* 1877, 3 C. P. D. 1,5.

2. *Derry contre Peek* (1889) 14 App. Cas. 374.

Lord Herschell confirme la règle : « Pour soutenir une action de deceit, il faut d'abord, dit-il, prouver la fraude, et rien ne saurait suppléer à cette preuve. En second lieu, on a fait la preuve de la fraude, lorsqu'on a démontré qu'une déclaration a été faite en toute connaissance de sa fausseté, ou sans croire à son exactitude, ou avec une telle insouciance qu'on ne s'est même pas demandé si elle pouvait être vraie ou fausse. Il s'ensuit que si une personne fait une fausse déclaration, dans la pensée sincère qu'elle est vraie, on ne pourra pas intenter contre elle une action de deceit.

Dans le cas où une personne déclare qu'elle croit à une chose, alors qu'elle n'y croit pas, ou qu'elle ne fait qu'espérer ou désirer que cette chose se réalise, l'action de deceit pourra-t-elle être valablement intentée? En d'autres termes, faut-il assimiler aux déclarations de faits les déclarations de croyance? Sur ce point, les auteurs anglais paraissent unanimes : Communiquer à quelqu'un une pensée différente de celle qu'on a constitué un acte aussi frauduleux que celui qui consiste à lui déclarer, de mauvaise foi, un fait inexact. « L'état d'esprit d'un homme, dit le juge Bowen, est un fait, comme l'état de sa digestion ».

Certains auteurs ont tenté, à plusieurs reprises, d'élargir le champ d'application de la fraude et d'y faire rentrer les cas où une personne fait une déclaration,

qu'elle croit vraie, mais qu'elle a eu la négligence de ne pas contrôler, et qui, par suite, ne repose sur aucun fondement sérieux.

Une règle posée par les Cours de Commonlaw et qui remonte à 1844, établit pourtant qu'une fausse déclaration faite dans la pensée qu'elle est vraie ne peut fonder une action de deceit, et que l'expression « fraude légale » ne saurait avoir aucune signification. Mais peu de temps après la mise en vigueur du Judicature Act, une tendance nouvelle se fit jour et l'on étendit à l'action de deceit, telle qu'elle était comprise par le Commonlaw, les idées, d'ailleurs assez vagues, des Cours d'Equité en matière de fraude. C'est ainsi que dans l'affaire *Weir contre Bell*¹, le juge Cotton déclara qu'une action de deceit pouvait être intentée contre une personne qui avait fait des déclarations en réalité inexactes, et cela, avec négligence, sans qu'aucun motif sérieux eût pu lui faire croire qu'elles étaient vraies. Il est vrai que cette opinion ne fut pas partagée par la grande majorité de la Cour. Le juge Bramwell la condamna en disant : « Pour qu'une personne puisse être considérée comme coupable de fraude, il faut qu'on arrive à prouver la fraude morale. Je ne comprends pas la fraude légale ; à mon sens, ce mot n'a pas plus de signification que les mots « chaleur légale », « froid légal », « lumière légale », « obscurité légale ».

Il paraît y avoir eu sur ce point un très grand

1. 1878 3 Ex. 242.

flottement dans la Jurisprudence anglaise, car des décisions contradictoires ont été rendues sur la matière. Dans un procès qui s'est présenté devant la *Chancery Division*, le point de vue du juge Cotton, que nous venons d'exposer, a été adopté par Sir G. Jessel. Ce dernier déclara qu'une déclaration inexacte, faite *négligemment*, mais dans la pensée qu'elle était vraie et sans aucune intention de tromper, pouvait fonder, contre l'auteur de cette déclaration, une action de *deceit* ¹.

Il résulta de ces divergences d'opinion une confusion regrettable entre les déclarations qui peuvent motiver une action en rescision du contrat et les déclarations qui donnent lieu à l'action délictuelle de *deceit*.

L'affaire *Derry contre Peek* ² vint mettre un terme à cette controverse :

Les directeurs d'une Société de Transports en commun, défendeurs au procès, avaient obtenu, par une loi spéciale, l'autorisation d'exploiter une ligne de tramways, et, avec le consentement du Board of Trade, d'employer la force motrice. Mais le bénéfice de cette loi était subordonné à l'approbation par le Board of Trade des projets de la Société. Les directeurs déclarèrent que, puisque leurs projets avaient été approuvés avant le vote de la loi, il s'ensuivrait naturellement que le Board of Trade donnerait sûrement

1. Voir l'affaire *Smith contre Chadwick* 1884-20 Ch. D. 44.

2. 1889, 14 App. bas. 337.

son accord au sujet de l'emploi de la force motrice. Ils firent paraître des prospectus où ils attiraient tout spécialement l'attention du public sur le droit qui leur avait été accordé d'employer la force motrice, et ils présentèrent ce droit comme la caractéristique la plus saillante de leur entreprise. Or, le Board of Trade refusa de donner son consentement. La Société tomba en faillite et un actionnaire intenta contre les Directeurs l'action de deceit.

Le juge Stirling estima que les défendeurs avaient les meilleures raisons de croire à la déclaration qu'ils avaient faite dans les prospectus, et qu'aucune fraude ne pouvait leur être imputée. Aux yeux de la Cour d'Appel, les directeurs de la Société avaient, sans nul doute, exprimé très sincèrement dans les prospectus une pensée qui était bien la leur, mais cette pensée ne reposait pas sur une base sérieuse, et par suite, les Directeurs devaient être tenus pour responsables. Mais la Chambre des Lords cassa la décision, et, après une interminable discussion de la controverse, voici la conclusion à laquelle Lord Herschell se trouva amené :

« A mon avis, il s'en faut de beaucoup qu'une déclaration inexacte, due à l'insouciance ou à la négligence ressemble à la fraude. Ce sont là deux choses très différentes. On peut en dire de même d'une fausse déclaration, qu'on croit vraie, mais qui est basée sur des motifs insuffisants. Je dois dire, en même temps,

que lorsqu'une déclaration inexacte a été faite, la question de savoir si elle repose sur des bases raisonnables et quels sont les éléments d'information que le déclarant a eus à sa disposition, est une question qui mérite la plus grande attention. Je puis concevoir de nombreux cas où le fait qu'une déclaration ne repose sur aucune base sérieuse peut suffire, à lui seul, à convaincre la Cour qu'elle est frauduleuse ».

Il résulte de cette explication qu'une déclaration faite dans la pensée sincère qu'elle est vraie ne peut rendre l'auteur de cette déclaration passible d'une action de deceit, mais que l'absence de motifs raisonnables sur lesquels pourrait s'appuyer la déclaration peut inciter à décider que le déclarant a exprimé une pensée qu'il n'avait pas.

4^o Il faut enfin, pour qu'il y ait fraude, — c'est la dernière condition, mais c'est une condition essentielle, — que la déclaration ait été faite dans l'intention de nuire, qu'elle ait engendré une tromperie effective.

Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, qu'elle soit faite directement à la partie lésée : Un nommé Levy vendit au père de Langridge un fusil destiné à son usage et à celui de ses enfants; il déclara qu'il avait été fabriqué par Nock, que c'était, par conséquent, un excellent fusil et qu'il offrait toute sécurité. Langridge l'essaya; le canon éclata au premier coup, et le blessa

à la main si grièvement que l'amputation s'en suivit. Langridge attaqua Levy en fausse déclaration; il fut établi que le fusil en question ne venait pas de chez Nock et qu'il n'offrait aucune des qualités que Levy s'était plu à lui attribuer. On prétendit que Levy ne pouvait être tenu pour responsable vis-à-vis de Langridge, étant donné que la déclaration ne lui avait pas été faite directement. Mais la Cour de l'Echiquier estima que, « puisque le fusil était vendu au père, pour servir à l'usage de ses enfants, que la fausse déclaration était faite dans le but de réaliser la vente, qu'il y avait fraude, et dommage subi, l'auteur de la fraude devait être responsable vis-à-vis de la partie lésée ».

La déclaration ne peut être frauduleuse que si elle a engendré une tromperie effective. Voici une affaire où les Tribunaux ont été appelés à statuer sur cette dernière condition : Thomas avait acheté un canon à Horsfalt. Mais ce canon avait un défaut que le vendeur avait habilement dissimulé au moyen d'une plaque de métal. L'acheteur n'examina pas le canon qu'il accepta tel quel, mais au premier usage, il fit explosion. Il fut jugé que la fraude, tentée par le vendeur, n'avait eu aucune influence sur l'état d'esprit de l'acheteur et que, par suite, ce dernier ne pouvait être délié de l'obligation d'en payer le prix. « Si la plaque de métal, dont on s'était servi pour dissimuler le défaut, n'avait pas été employée, la situation de l'acheteur aurait été la même; car, puisqu'il n'avait pas

examiné le canon et qu'il n'avait pu, par suite, apprécier les conditions de sécurité qu'il offrait, l'état de ce canon ne pouvait avoir aucune influence sur sa décision¹ ».

Il faut en conclure que si la tromperie n'affecte pas l'attitude d'un contractant, elle ne peut donner lieu à une action délictuelle.

Quelles sont les voies de recours offertes à la personne qui a été victime de déclarations frauduleuses?

La partie lésée par la fraude a d'abord, à sa disposition, l'action délictuelle de deceit, qui lui permettra d'obtenir réparation du préjudice qu'elle a subi. C'est là un recours de Commonlaw, analogue à celui qui existe en Equité, dans le cas où le demandeur devrait intenter une série d'actions isolées de deceit, par exemple, contre des directeurs coupables de fraude, ou, dans le cas où, pour une raison quelconque, il se trouverait déchu de tout recours légal.

La personne qui a été incitée par fraude à contracter peut encore considérer le contrat comme obligatoire et exiger l'exécution des conditions qui l'ont induite en erreur ou la réparation du dommage qu'elle a subi du fait de leur inexécution.

Elle peut aussi demander à la Cour de Chancellerie l'annulation du contrat entaché de fraude, et se libérer ainsi des engagements qu'elle a assumés envers son co-

1. Voir l'affaire *Horsfall contre Thomas* 1862, 1. H. et C. 90.

contractant. Elle peut défendre, avec succès, devant la même Cour, à une action en exécution en nature de contrat » (*specific performance*) ou à une action en dommages. Ou bien encore, dès qu'elle soupçonne la fraude ou qu'elle vient à la connaître, elle peut faire l'abandon de tous les avantages prévus au contrat.

Mais si, ayant eu connaissance de la fraude, elle ne communique pas à son co-contractant son intention de répudier le contrat, elle risque de perdre le droit qui lui est donné de le confirmer ou de l'annuler, et s'expose à ne plus avoir à sa disposition que l'action délictuelle.

CHAPITRE IV

De la violence

Le praticien Sheppard définit, ou plutôt, décrit la violence de la manière suivante :

« Elle doit consister, dit-il, dans des menaces, des coups, ou dans un emprisonnement portant sur la partie qui s'oblige, ou sur sa femme ».

« La violence, nous dit Anson, est une contrainte actuelle ou la menace d'une contrainte actuelle, ou un emprisonnement. La victime doit être la partie contractante elle-même, ou sa femme, ou son père ou sa mère, ou son enfant. La contrainte ou la menace de contrainte doit être exercée par l'autre partie au contrat ou par son représentant ».

Des deux définitions qui précèdent, il est facile de dégager les deux éléments constitutifs de la violence ; son caractère purement corporel et son caractère relatif.

La violence doit se traduire, soit par des coups ou des sévices effectifs, soit par des menaces à la vie ou aux membres. Elle doit s'adresser à la personne même du contractant, et non pas à ses biens. Sur ce point,

les auteurs anglais sont formels et opposent très nettement la « *duress of the persons* » et la « *duress of goods* », établissant ainsi une distinction, qui, à première vue, est de nature à surprendre. La menace faite par un contractant de détruire les biens de son cocontractant ne peut-elle donc pas peser sur le volonté de ce dernier et l'inciter à s'engager sous l'empire de la contrainte?

Sans doute; mais Keener¹ nous explique que la violence qui s'exerce sur les biens ne peut être assimilée à celle qui porte sur les personnes pour les deux raisons suivantes : c'est que, d'abord, pour les menaces sur les biens, le Droit Anglais dispose de voies de recours différentes, et que des actions spéciales sont données à la personne qui en est victime. Le Commonlaw sanctionne, par l'action possessoire, la menace de détruire des biens ou leur rétention actuelle, tandis qu'il n'offre aucun moyen de remédier à la contrainte qui s'exerce sur la personne. C'est qu'ensuite la violence sur les biens n'atteint pas la libre activité d'un individu, alors qu'au contraire la violence sur la personne aliène sa liberté et le prive de ses moyens d'action. — Un troisième motif pourrait être tiré de l'*Affaire Kaufman contre Gerson*² : si l'on a accepté un recours contre la violence sur la personne, c'est que c'est là une théorie d'ordre public, une théorie

1. Keener, A selection of cases on the law of contract, p. 1120.

2. (1904) 1 K. B. 591.

répressive et qu'il fallait avant tout sauvegarder les droits de la partie lésée.

Ayant ainsi limité le champ d'application de la violence, et avant d'en examiner les effets juridiques, il convient de se demander si, en dehors des règles ci-dessus exposées, on ne pourra jamais faire tomber un contrat entaché de ce vice.

Pour atténuer la rigidité du moyen de « duress », le Droit anglais a eu recours à des succédanés qui sont d'une part, la théorie de l'enrichissement illégitime (*want of considération*) et d'autre part le quasi-contrat qui correspond, mais très rudimentairement, à notre paiement de l'indû (*money had and received*). Un « case » de 1607 nous met en présence de la situation suivante : Une personne avait été emprisonnée illégalement. Un tiers, qui n'avait avec elle aucun lien de parenté, promet de l'argent pour la délivrer. On applique à cette espèce la nullité pour défaut de considération. De même, au cas de paiement de l'indû, lorsque ce paiement a été accompagné de circonstances de contrainte, l'argent peut être redemandé parce qu'il y a eu paiement *involontaire*. Les recueils de Jurisprudence fournissent quelques exemples. Il nous suffira de citer les cas de restitution de paiements faits pour recouvrer des biens illégalement retenus, d'honoraires indûment perçus par un officier ministériel, de sommes d'argent payées sous l'influence de

menaces ou sous l'effet actuel d'un protêt, etc. Dans toutes ces hypothèses, la restitution s'est imposée parce qu'il y avait eu paiement involontaire.

La règle de la considération et du paiement de l'indû permettent donc de faire tomber certains contrats sous le coup de la nullité, alors que le moyen de violence ne le permet pas.

Il convient de remarquer, en outre, que, suivant Pollock, la menace doit porter sur quelque chose d'illégal, sur un fait contraire au Droit.

Dans l'affaire *Cunning contre Ince*¹, le demandeur était enfermé dans un asile d'aliénés et avait été privé des actes de propriété relativement à un bien qui lui appartenait. Il entama une procédure pour rentrer en possession de ses titres. Son avocat transigea avec son confrère, avocat de la partie adverse, et aux termes de cette transaction, le dépôt des titres fut confié à un tiers. Le demandeur intenta une action en délivrance des titres et il triompha. La transaction était annulable, parce qu'elle avait été obtenue sous la menace de son maintien dans l'asile d'aliénés, au cas où il n'aurait pas consenti à la transaction.

Une décision contraire fut rendue dans l'espèce suivante : Sur la demande de son mari, une femme avait été enfermée dans un asile d'aliénés, en l'obligeant à accepter une séparation de fait et une pension

1. Q. B. C. 1847-48.

de douze shillings par semaine, le tout, sous la menace de la faire rentrer dans un autre asile, si elle n'acceptait pas. La femme fit des dépenses excédant la somme allouée, mais des dépenses nécessaires, et le mari fut poursuivi en paiement. Il objecta qu'un contrat était intervenu entre sa femme et lui, mais l'adversaire répliqua que le contrat était annulable, parce qu'entaché de violence. La Cour de l'Echiquier donna gain de cause au mari, et déclara que la menace d'un internement dans un autre asile n'était pas contraire au Droit.

Il en résulterait d'après Pollock, que pour conduire à l'annulabilité, la violence devrait porter sur quelque chose d'illégal.

Quelles sont les conséquences de ce vice ?

La violence ouvre à la victime un droit à une action en rescision du contrat et cette action répond à une nullité relative : le contrat ne sera pas nul (*void*), mais annulable (*voidable*). La personne qui aura contracté sous l'empire de la violence pourra révoquer sa déclaration de volonté, non seulement vis-à-vis de la partie qui s'en est rendue coupable, mais, vis-à-vis de toutes autres personnes qui auront profité de cette situation, et des acquéreurs à titre gratuit (*volunteers*). Son action échouera vis-à-vis de ceux qui ont acquis à titre onéreux et de bonne foi¹.

1. Voir les « cases » cités au « *Digest* » sous l'article 81 notamment :
Morley v. Longhnan 1893 1 Ch. 736.
Schobield v. Templer 1859 4 De G. et J. 433.
Lyon v. Home 1868 L. R. 6 Eq. 655.
Barron v. Willis 1900 2 Ch. 133.

CHAPITRE V.

De l'abus d'influence

Nous avons déjà indiqué que le mot « fraude » a été pris dans un sens plus large et moins précis par la Cour de Chancellerie que par les Cours de Commonlaw. Cela tient, dit Anson, à la différence des recours ouverts par chacune de ces juridictions. Le Commonlaw accordait la réparation d'un préjudice et se trouvait, par suite, obligé de définir avec soin le préjudice qui donnait lieu à l'action. Quant à l'Equité, elle refusait « l'exécution en nature » (*specific performance*) d'un contrat, le considérait comme non avenu, ou dédommageait celle des deux parties qui avait été victime de la déloyauté de l'autre. Ainsi le mot « fraude » tel qu'il est employé dans les cours de Commonlaw désigne « une fausse déclaration » avec tous les caractères que nous avons exposés dans un chapitre précédent. En Equité, le même mot a été pris maintes fois dans le sens d'*unconscientious dealing*, c'est-à-dire, d'acte que la conscience réprouve et l'une des formes que cet acte revêt le plus souvent, la plus

connue et la plus fréquemment décrite, c'est l'abus d'influence, (*undue influence*¹).

Comment ce vice peut-il être défini?

Dans l'affaire *The Earl of Aylesford contre Morris*, Lord Selborne déclare : « Le mot « fraude » ne signifie pas ici « tromperie » ou « circonvention ». Il signifie un usage peu consciencieux fait de la puissance que l'on tient des circonstances et des situations réciproques. Et si la situation respective des parties est telle qu'à première vue, elle puisse faire naître cette présomption, la transaction ne tiendra pas, à moins que celui qui en réclame le bénéfice soit en mesure de repousser cette présomption en apportant la preuve contraire et en établissant qu'en réalité la transaction était juste, loyale, (*fair*), de bon aloi ».

L'abus d'influence renverse donc la charge de la preuve.

Dans quels cas cette présomption d'abus d'influence pourra-t-elle se présenter?

L'article 84 du Digest of English Civil Law répond : « L'abus d'influence sera présumé dans toutes les transactions *entre-vifs* entre : trustee et bénéficiaire d'un *trust*², père ou mère et enfant non émancipé,

1. La doctrine de l'« *indue influence* » porte la marque de la jurisprudence d'équité, une marque quasi-religieuse. Le chancelier d'Angleterre avait été autrefois un ecclésiastique. Il était le juge de la foi et les procès dont il avait la connaissance étaient naturellement ceux qui heurtaient la conscience et violaient la foi.

2. *Trust* signifie ici : disposition fiduciaire.

tuteur et ancien pupille, conseil juridique et client, médecin et malade, confesseur et pénitent, et entre toutes autres personnes se trouvant dans un état de relation impliquant une confiance particulière. Dans ces cas, la personne qui veut donner effet au contrat doit faire la preuve de sa loyauté, et, dans tous les autres cas, c'est la personne qui allègue l'existence de l'abus d'influence qui doit au contraire en faire la preuve ».

Telle est la règle positive de l'indue influence. Il est à remarquer que cette disposition n'est valable que pour les actes entre vifs et qu'elle ne s'applique pas aux testaments.

Les articles 85 et 86 de la Codification de Jenks apportent à cette règle une limitation et une extension. L'article 85 dispose que « l'état des relations de mari et femme, de titulaire d'une tenure viagère et de l'ayant-droit, de créancier hypothécaire et de débiteur hypothécaire, n'engendrent aucune présomption d'abus d'influence dans les conditions prévues par l'article 84 ». Cette limitation a été très nettement affirmée dans une décision judiciaire¹ où une intercession de la femme en faveur du mari a été annulée pour cause de violence, mais n'a pu être considérée comme donnant lieu à l'indue influence.

Voici maintenant l'extension de l'article 86 :
« La charge de prouver la loyauté de la transaction

1. *Affaire Howes contre Bishop* 1909 K. B. C. II L. R. 390.

est également reportée sur toutes personnes, qu'elles soient ou non liées par un rapport de confiance, qui traitent avec des héritiers dans l'expectative, des personnes illettrées et ignorantes, des personnes en état manifeste de détresse pécuniaire et morale, et (probablement) avec toutes autres personnes qui, à la connaissance de celles qui cherchent à obtenir l'exécution de la transaction, se trouvent dans une situation désavantageuse dans cette transaction ».

Ainsi, lorsque deux personnes se trouvent traiter ensemble et que l'une d'elles est illettrée ou en état de détresse morale, par exemple, on soupçonne le contrat, et l'on oblige celui qui s'en prévaut à apporter la preuve que le contrat est « *fair* », c'est-à-dire loyal, de bon aloi, et que la présomption n'est pas fondée.

De nombreuses décisions judiciaires, ont été rendues sur la matière¹; d'une façon générale, on peut dire que les Cours Anglaises protègent une partie qui, en raison de l'âge, de ses connaissances, ou de sa situation, ne peut traiter avec son cocontractant sur un pied d'égalité.

Dans l'Affaire *Smith contre Kay*², un jeune homme de dix-neuf ans avait fait des dettes. Arrivé à sa majorité, il les confirma. Cette confirmation fut donnée à l'instigation d'un vieux viveur qui apprenait au

1. Voir notamment *Green contre Rowortts*, 1889, 113 N. Y., 462; *Allore contre Jewell*, 1876, 94 U. S. 506.

Peugh contre Davis, 1877, 96 U. S. 332).

2. 1859, 7 H. L. C. 779.

jeune homme à chercher le bonheur dans les divertissements et les fêtes. La Chambre des Lords estima que l'influence à laquelle le jeune homme avait cédé lui donnait le droit de solliciter la protection de la Cour et elle considéra la confirmation comme entachée d'abus d'influence.

Voici un autre cas d'espèce où le contrat intervenu entre deux parties fut rescindé pour cause d'abus d'influence : Une personne, tante par alliance d'un sollicitor, se soumit au conseil de ce dernier pour faire dresser par ses soins un acte de donation contenant une disposition fiduciaire, pour lui pendant sa vie et pour sa nièce après sa mort. La donation fut annulée, parce que la disposition prise ne comportait pas une absolue indépendance de la personne qui s'engageait ¹.

Dans une autre affaire ², un membre d'une secte religieuse, « *Exclusive Brethren* », convertit à la confrérie un homme riche, atteint d'épilepsie. Pendant sept ans, le convertisseur se fit loger et héberger par son nouveau frère, régla, non seulement sa médication, mais encore la disposition de sa fortune. Il arriva ainsi à squitirer à son « frère exclusif » la somme de 3.500.000 francs. Après la mort de ce dernier, le convertisseur fut actionné par les héritiers, et il dut restituer.

Le droit pour les Tribunaux d'intervenir, dans les

1. Cf. Aff. *Leels v. Terry* 2. Q. B. C., 1895, p. 679.

2. Cf. Aff. *Morley v Loughian* 1893 Ch. T. I., p. 736.

cas d'abus d'influence que nous venons d'indiquer, a été non seulement admis, visé et maintenu, mais encore étendu par des lois postérieures :

C'est ainsi que sous l'article 86 de la Codification de Jenks, nous trouvons une loi de 1867 relative aux ventes portant sur les droits de retour (*reversionary interests*), laquelle confirme la jurisprudence antérieure. De même la loi de 1900 sur les prêts d'argent (*Money lenders Act*¹) tempère la liberté du taux de l'intérêt en Angleterre par le droit d'intervenir des Cours qui peuvent réduire ou annuler ces prêts lorsqu'ils sont excessifs.

Mais pour que l'action intentée pour cause d'abus d'influence puisse réussir, il faudra que le demandeur agisse dans un délai raisonnable. C'est ce qu'indique expressément l'article 82 de la Codification de Jenks : « La personne qui désire révoquer sa déclaration de volonté pour l'un des motifs énumérés à l'article 81, doit le faire dans un délai raisonnable après la découverte de la fraude, de la cessation de la violence, des menaces, ou de l'abus d'influence, et avant que, par sa propre faute, les circonstances aient à ce point changé que l'autre partie ne puisse être replacée dans sa situation première. Que faut-il entendre par « délai

1. On trouvera le texte de cette loi dans l'Annuaire de législation étrangère, année 1901, p. 59 et s.

raisonnable »? C'est là une question de fait qui sera tranchée dans chaque cas praticulier¹ ».

En résumé, le droit de demander la rescision des contrats conclus sous l'empire de l'abus d'influence est identique au droit qui est accordé à la personne qui a été victime de fraude. Les conventions entachées de l'un ou de l'autre de ces deux vices seront non pas nulles (*void*), mais annulables (*voidable*). Il y aura, dans l'un et l'autre cas, non pas une nullité absolue, mais une nullité relative.

1. *A Digest of English Civil Law*, art. 81.

3. L'abus d'influence est à la fois un mélange de notre crainte révérentielle et de la lésion.

Il convient toutefois de remarquer qu'aux termes de l'article 1114 du Code Civil, « la seule crainte révérentielle envers le père, la mère, ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat », et que cet article ne cesse d'être applicable que lorsque la crainte a une cause immorale ou lorsqu'à la crainte révérentielle se joint l'effet de menaces qui ne suffiraient pas à elles seules pour constituer la violence. Cf. Aubry et Rau, t. 4, p. 30.

Quant à la lésion, le législateur français a expressément prévu les cas dans lesquels elle peut servir de base à l'action en rescision. Elle ne saurait être invoquée, quelle qu'en soit l'importance et à l'égard de toute convention, que dans l'intérêt des mineurs. Cf. art. 1305 et s.

Quant au majeur, partie dans un contrat commutatif, il ne peut en se prétendant lésé, demander la rescision qu'autant que le loi l'y autorise eu égard à la nature de la convention et au taux de la lésion. Sur la lésion de plus du quart en matière de partage, V. art. 887 et s. Sur la lésion de plus des sept douzièmes en matière de vente immobilière, v. art. 1674 et s. Dans tous les autres cas où la lésion n'est point expressément admise comme cause de rescision, elle ne peut, si énorme qu'elle soit, faire annuler le contrat.

Conclusion

La distinction de certains vices du consentement, qui est délicate à faire, en théorie, se dessine, dans la pratique anglaise, d'autant moins nettement que les mêmes mots y désignent souvent des choses différentes. Tel est le mot « fraude » : en Commonlaw, il a désigné le dol, les manœuvres frauduleuses ou déclarations mensongères, tandis qu'en Equité, il a été pris dans le sens d'abus d'influence »¹. Cette confusion de termes est une première source de difficultés.

En outre, cette théorie des vices du consentement n'a pas une même origine : elle émane du Commonlaw, de l'Equity, du Statute Law. La violence et l'abus d'influence sont, nous l'avons vu, deux institutions très différentes. La première est de Commonlaw, la deuxième émane de la Cour de Chancellerie. Cette

1. V. *suprà*, p. 56 et s.

différence d'origines est venue compliquer encore la matière et retarder l'œuvre de synthèse édifiée par les auteurs anglais.

Quoi qu'il en soit, la façon dont les vices du consentement atteignent la validité du contrat anglais et les procédés par lesquels ils ont été pris en considération diffèrent beaucoup des conceptions de notre Droit.

Presque à chaque pas, au cours de cette étude, nous avons été amené à employer les mots « vices du contrat » à la place de la formule consacrée « vices du consentement » et nous y avons été naturellement entraîné par le caractère tout particulier que présentent ces vices.

Les vices du consentement en Droit Anglais, nous apparaissent, en effet, avant tout, comme des vices *objectifs*. Un bref résumé des règles positives qui se dégagent de cette étude va nous amener à cette conclusion théorique :

Nous avons vu que les recherches sur les erreurs individuelles dans les contrats devaient être bannies¹, et que l'intention de l'homme ne pouvait faire l'objet d'une action en justice, parce qu'au dire des Anglais, « le diable lui-même ne connaît pas l'intention d'un homme ». Pollock et Anson, également affirmatifs, déclarent que l'erreur par elle-même, n'affecte pas la validité des contrats, et que, si elle est admise ce n'est pas en tant qu'état d'esprit de la personne trom-

1. V. *suprà*, p. 16.

pée, mais à raison des *circonstances extérieures* qui l'ont engendrée.

Quant à la « *misrepresentation* », c'est, avons-nous dit, « une déclaration » (*a statement*) entachée d'une erreur². Le vice d'un pareil contrat, c'est donc non pas une simple intention, mais un fait extérieur et contrôlable, (*a falsehood in fact*).

La violence, elle, doit être purement corporelle, atteindre l'individu lui-même et non pas ses biens. Il y a donc ici encore quelque chose d'objectif, puisqu'on ne recherche pas si le consentement a été atteint.

Enfin, dans l'abus d'influence, le vice est chez le bénéficiaire de l'obligation qui a manifesté une conduite réprouvée par la conscience. Et nous voici encore en présence d'une théorie d'ordre objectif et presque d'ordre public.

Qu'est-ce à dire, sinon que le Droit Anglais ne se préoccupe pas de l'intention des parties et que c'est un Droit objectif?

Le droit français, lui, et les législations qui s'en sont inspirées indiquent comme premier élément du contrat le consentement. Et ce consensus a donné naissance à une notion subjective du contrat, conforme à la tradition du droit canonique et du Droit issu de la Révolution.

Le Droit Canonique a attaché une sanction particulière à la parole donnée; il a fait sortir, des brumes où le Droit Romain l'avait encore laissée, la

valeur du consentement. Mais à côté, l'idée de l'autonomie de la volonté, forme de la volonté individuelle, issue du xviii^e siècle, voilà la deuxième source à laquelle il faut rattacher l'art. 1180 de notre Code Civil.

Il en résulte que dans notre conception française le contrat repose en entier sur l'accord des volontés, et que dans l'interprétation de ce contrat on va toujours rechercher l'intention des parties. Il va sans dire que cette intention étant souvent très difficile à pénétrer, les solutions basées sur l'intention présumée des parties sont la plupart du temps arbitraires et toujours divinatoires.

Les Anglais, eux, partent si peu de l'idée de consentement qu'ils n'ont même pas de mot technique pour le désigner. Ils ont un autre terme, *offer and acceptance*, rubrique doctrinale à double clé en quelque sorte, mais expression classique dans les livres anglais et qui parle à notre attention.

En d'autres termes, il n'y a pas dans le contrat anglais les éléments psychologiques sur lesquels le système français fait reposer le *consensus*. C'est donc en somme un système législatif très différent, strictement parlant, objectif.

La base du contrat anglais, ce sont des éléments légaux qui doivent se trouver réunis, abstraction faite de la volonté des contractants ¹.

1. V. M. Lévy-Ullmann, Cours de Doctorat, 1919-20.

Cf. Annales de Droit commercial, 1921, p. 280 et s.

L'inexécution du contrat pour cause d'impossibilité dans le droit anglais.

APPENDICE

Droits particuliers Anglais et Droit Anglo-Américain.

Au sens très large du mot, le Droit Anglais peut être défini : « tout le droit qui s'exprime en langue anglaise ». Mais cette définition très large est à certains égards inexacte, car il y a des Droits, exprimés en anglais, qui se trouvent reposer sur une base qui n'est pas exclusivement le droit britannique.

Ayant entendu limiter notre étude au Droit purement anglais, nous avons dû en retrancher le Droit des Etats-Unis Américains, qui ne peut pas être qualifié *stricto sensu* de Droit Anglais, tout le Droit des colonies anglaises qui ont toujours joui d'une grande autonomie législative, enfin le Droit de certaines parties des Iles Britanniques elles-mêmes. Les lois anglaises, depuis 1801, ne sont applicables, en effet, à toute l'Angleterre que sauf stipulations contraires et un grand nombre de lois écartent en fait l'Irlande et l'Ecosse du Droit Anglais. C'est ainsi, par exemple, que le *Criminal Act* de 1907 ne s'étend ni à l'un ni à l'autre de ces deux pays. Le Pays de Galles lui-même possède

un statut particulier. Il en résulte que, dans le grand Empire Britannique, il n'y a pas d'unité de droit.

Parmi tous ces droits particuliers anglais, il nous paraît intéressant de mentionner ici tout spécialement: le Droit Ecossais, le Droit Egyptien, le Droit Canadien et le Droit Américain.

Le Droit Ecossais, étant à base de droit romain, se trouve plus près du Droit Français que du Droit Anglais. (Voir l'ouvrage de *John Erskine, of Carnock : Principles of the law of Scolland*, 21^e ed. 1911, et notamment sur la question des vices du consentement, p. 289 à 293.)

Quant au Droit de l'Egypte, les articles du Code Egyptien ne sont que la reproduction abrégée des articles de notre Code Civil, et ne contiennent, sur quelques points particuliers, que des modifications de détails. Pour ce qui a trait aux vices du consentement, le Code Egyptien a adopté la plupart des théories françaises, — la notion subjective de l'erreur sur la substance, l'erreur sur la personne ou sur la qualité de la personne, dont il ne fait un motif de nullité que si la considération de cette personne est la cause principale de la convention, la théorie de la violence qu'il définit dans des termes presque identiques à ceux de l'article 1112 de notre Code Civil, et qu'il admet implicitement, même lorsqu'elle a été exercée par un tiers autre que celui au profit duquel la convention a été faite. — En outre, les Tribunaux Egyptiens qui

n'ont pas, sur une question spéciale, de Jurisprudence bien établie, s'inspirent de la doctrine française et des décisions rendues par nos Tribunaux, notamment des arrêts de la Cour de Cassation. — On trouvera, dans l'ouvrage tout récent de *Frederick Parker Wallon*, « *The Egyptian Law of obligations* », et tout spécialement sur la question des Vices du Consentement, une remarquable étude comparative des législations anglaise, égyptienne, française et allemande.

Dans le cadre des colonies anglaises, il en est une, qui, étant restée française de souvenir, nous intéresse particulièrement : c'est la Province de Québec. Lorsque le Canada passa sous la domination anglaise, il était régi par les lois civiles de la Coutume de Paris, réformée en 1580, divisée en 16 titres et 362 articles. Un grand nombre de ces articles furent amendés, et de nouvelles lois, relatives à la jouissance des droits civils et aux actes de l'Etat Civil, adoptées par la législation canadienne. La liberté illimitée de tester, introduite au Bas-Canada et empruntée au Droit Anglais, changea complètement les principes admis jusqu'alors sur la transmission des biens par testament. Enfin, le Droit Commercial Anglais fut reconnu en matière de commerce. Ce Droit, bien que tiré, en substance, des Anciennes Ordonnances françaises du Commerce et de la Marine, a, en passant par les Coutumes et les précédents anglais, subi de telles modifications qu'il forme, dans plusieurs de ses parties, un nouveau

Droit Commercial. Dans de telles conditions, les sources du Droit du Bas-Canada se trouvaient dans le Droit Romain, dans le droit coutumier, dans les Ordonnances françaises, dans les Arrêts des Parlements, dans le Droit Anglais et dans la doctrine des auteurs.

La codification de toutes ces lois civiles et commerciales fut accueillie au Canada comme un bienfait. « Le Banc, le Barreau et le Public, nous dit Beauchamp, saluèrent avec bonheur l'apparition du Code Civil qui entra en vigueur le 1^{er} août 1866 en vertu d'une proclamation du vicomte Monck, gouverneur général du Canada, en date du 26 mai 1866 ».

Voici, en matière de vices du consentement, les dispositions du Code Civil Canadien :

Art. 991 : « L'erreur, la fraude, la violence ou la crainte et la lésion sont des causes de nullité des contrats, sujettes aux restrictions et règles contenues en ce Code ».

Art. 992 : « L'erreur n'est une cause de nullité que lorsqu'elle tombe sur la nature même du contrat, sur la substance de la chose qui en fait l'objet, ou sur quelque chose qui soit une considération principale qui ait engagé à le faire ».

Art. 993 : « La fraude ou le dol est une cause de nullité lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties ou à sa connaissance sont telles que sans cela, l'autre partie n'aurait pas contracté. Il ne se présume pas et doit être prouvé ».

Art. 1001 : « La lésion n'est une cause de nullité des contrats que dans certains cas et à l'égard de certaines personnes ».

Art. 1002 : « La simple lésion est une cause de nullité en faveur du mineur non-émancipé, contre toutes espèces d'actes, lorsqu'il n'est pas assisté de son tuteur, et, lorsqu'il

l'est, contre toutes espèces d'actes autres que ceux d'administration; et en faveur du mineur émancipé, contre tous les contrats qui excèdent les bornes de sa capacité légale ».

Sur tous ces points, le Code Canadien présente de nombreuses analogies avec le Code Français. Le droit du Bas-Canada est un mélange de droit coutumier français et de droit anglais. (Voir le Code Civil de la Province de Québec annoté par J.-J. Beauchamp, avocat au Barreau de Montréal).

Quant au Droit des Etats-Unis d'Amérique, qui est à base presque exclusive de Droit Anglais, il est difficile à connaître, parce que les Etats-Unis nous mettent en présence d'un état de droit comparable à celui qui existait en Allemagne avant la codification. Les Etats-Unis comprennent autant de Droits qu'il y a d'Etats, « qu'il y a d'étoiles sur leur bannière ». C'est un régime d'Etat fédéral qui laisse une grande autonomie aux Etats particuliers : de là une complication assez grave. Mais il y a plus : tous ces Etats particuliers ne sont pas d'origine anglaise; il y a des Etats d'origine espagnole comme la Floride, il y en a d'origine française, comme la Louisiane. Il en résulte que chacun de ces Etats se trouve reposer sur une base de droit différente.

En ce qui concerne les vices du consentement, les décisions américaines relatives à l'erreur sont conformes à la doctrine anglaise. La distinction entre l'*innocent* et la *wilful misrepresentation* est également

observée aux Etats-Unis. Voir les « cases » cités dans Anson, 3^e éd. p. 219. Mais il y a quelques divergences quant à la fraude. En Droit Anglais, celle-ci ne peut fonder une action délictuelle que si le déclarant fait sciemment une déclaration mensongère. Si l'auteur de la déclaration n'en connaît pas la fausseté, la victime sera sans droit. (Voir l'affaire Dickson contre Reuter's Télégraph Co). Aux Etats-Unis, le destinataire d'un télégramme peut en règle générale intenter non pas, sans doute, une action délictuelle, mais une action en dommages pour cause de négligence, bien qu'elle ne fait pas partie au contrat.

Voir, sur le Droit Américain, l'ouvrage en 4 volumes de *Samuel Williston*, professeur de Droit à l'Université d'Harvard : *The Law of Contracts*¹ et *Anson*, 3^e éd. américaine, par Corbin.

1. Bibliothèque de la Société de Législation comparée.

Vu

Le Président de la Thèse,
Henri LEVY-ULLMANN.

Vu

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
*Le Recteur de l'Académie
de Paris,*
Pour le Recteur :
l'Inspecteur de l'Académie,
P. APPELL.

Table des Matières

Introduction	9 à 14
CHAPITRE PREMIER : De l'erreur	15
1. Erreur sur la nature de la convention	18
2. Erreur sur l'identité de la personne avec laquelle le contrat est conclu	25
3. Erreur sur la chose qui fait l'objet du contrat	30
4. Conséquences de l'erreur.....	42
CHAPITRE II : Des déclarations inexactes faites de bonne foi	44
De la dissimulation ou de la réticence dans les contrats d'extrême bonne foi.....	61
CHAPITRE III : Des déclarations inexactes faites de mauvaise foi (ou) De la fraude.....	69
CHAPITRE IV : De la violence.....	82
CHAPITRE V : De l'abus d'influence.....	87
Conclusion	94
Appendice.....	99
